

**GLOBAL
INITIATIVE**

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME



PAR-DELÀ LE SANG

Or, conflits et criminalité
en Afrique de l'Ouest

MARCENA HUNTER

NOVEMBRE 2022



PAR-DELÀ LE SANG

Or, conflits et criminalité en Afrique de l'Ouest

MARCENA HUNTER

Novembre 2022

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué à ce rapport. Sans leur soutien, sa rédaction n'aurait pas été possible. L'auteur tient notamment à adresser ses sincères remerciements à Désiré Nikiema qui a mené des recherches au Burkina Faso, Mouhamadou Kane qui a mené des recherches au Mali et en Guinée, et Michel Yobue qui a mené des recherches en Côte d'Ivoire. Khoudia Ndoye a apporté un soutien supplémentaire à la recherche documentaire. L'auteur tient par ailleurs à remercier sincèrement les personnes suivantes qui ont partagé leur expertise et leur temps pour revoir le rapport : Louis Maréchal et Luca Maiotti (OCDE), Kady Seguin (IMPACT), Peter Tinti et Alice Fereday. L'auteur remercie également sincèrement Lucia Bird, qui a fourni des commentaires et un soutien précieux tout au long du processus de recherche et de rédaction. Enfin, l'auteur tient à remercier Peter Gastrow et l'équipe de GI-TOC Publications qui ont tout mis en œuvre pour que le rapport atteigne son plein potentiel.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Marcena Hunter est responsable de la thématique Industries extractives et Flux illicites au sein de la GI-TOC. Ses travaux couvrent un large éventail de domaines et de secteurs géographiques et se concentrent actuellement sur la criminalité liée à l'or, d'autres ressources minérales, les flux financiers illicites et les réponses en termes de développement au crime organisé.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2022.
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Couverture : © Joe Penney/Reuters via Alamy Stock Photo

Cartographie : Liezel Bohdanowicz

Veuillez adresser vos demandes à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

CONTENU

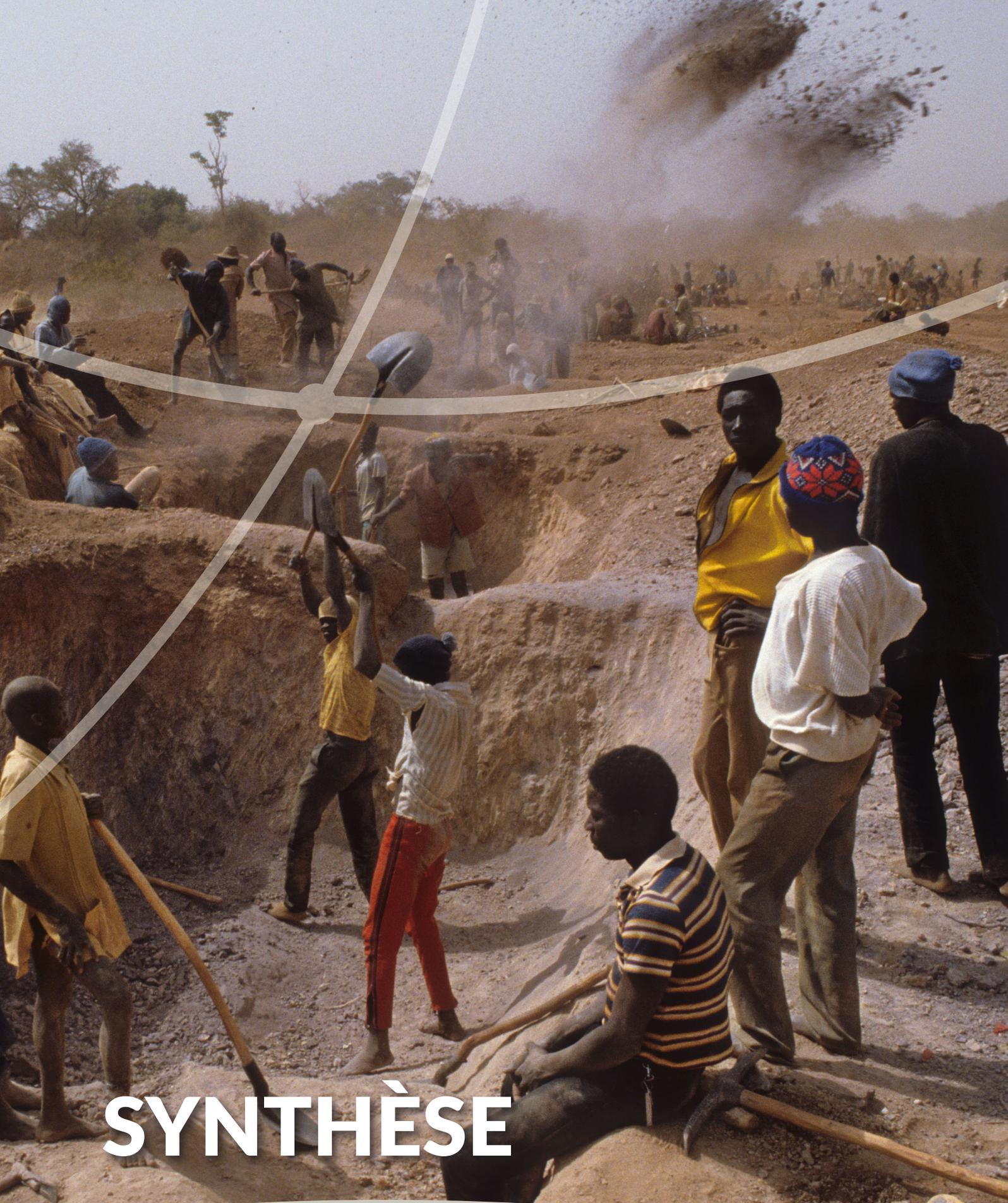
Acronymes et abréviations.....	iv
Synthèse	1
Criminalité, fragilité et violence	1
L'or : un pivot de l'économie	2
Méthodologie : Mettre à plat les économies politiques.....	2
Les moteurs de la fragilité : Le rôle de l'État	4
Corruption dans le secteur de l'or	7
Attribution des droits fonciers et miniers	9
Répression et légitimité.....	12
Or et conflits : une lutte sans merci autour de l'argent et du pouvoir	14
Financement des conflits : cibler et taxer l'or	16
Entrelacement des réseaux criminels : convergence des activités illicites	20
Légitimité locale : milices identitaires et groupes d'autodéfense.....	21
Menaces sécuritaires émergentes en Afrique de l'Ouest et au-delà	26
Chaînes d'approvisionnement.....	31
Pôles régionaux : Bamako et Conakry.....	32
Mali.....	35
Burkina Faso.....	36
Côte d'Ivoire.....	36
Instrument de paix	37
Conclusion.....	40
Recommandations.....	41
Notes	44

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ANEEMAS	Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi-mécanisée
ASGM	Extraction minière artisanale et à petite échelle de l'or
RCA	République centrafricaine
CCMSR	Conseil de Commandement Militaire pour le Salut de la République
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
FACT	Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad
GATIA	Groupe d'Autodéfense Tuareg Imghad et Alliés
HCUA	Haut Conseil de l'Azawad
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
JNIM	Jamā'at Nuṣrat al-Islām wal-Muslimīn
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie

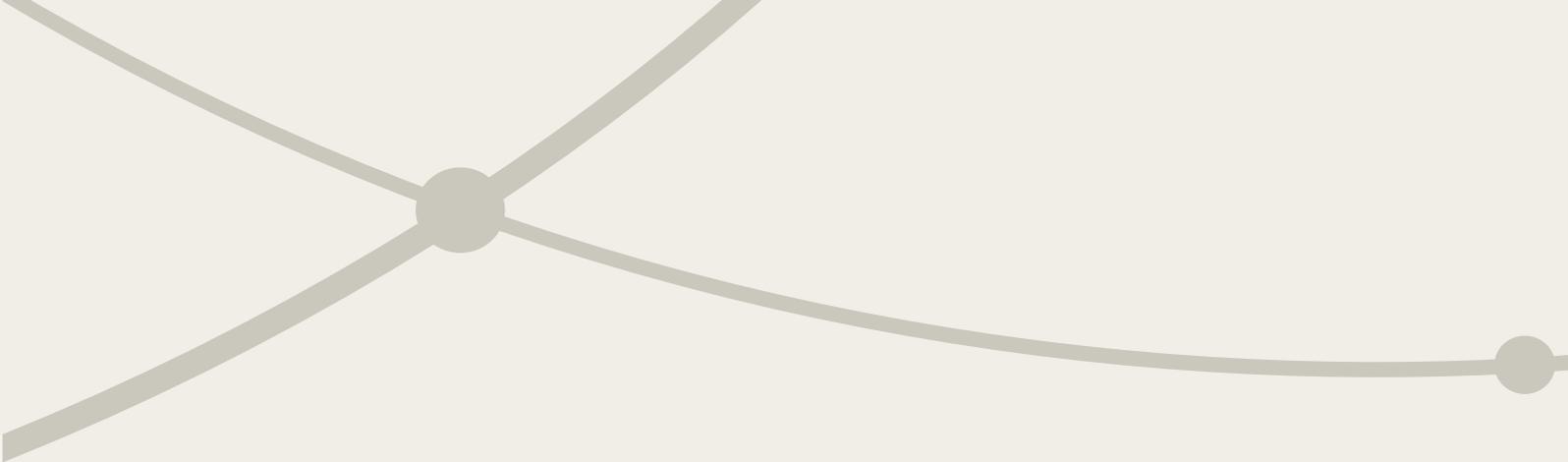


Des soldats maliens transportent des rebelles islamistes présumés. Depuis 2016, on assiste à une ruée vers l'or dans le nord du Mali. Ce mouvement accentue l'instabilité et la violence. © Pascal Guyot/AFP via Getty Images



SYNTHÈSE

Depuis 2008, l'extraction minière d'or a très sensiblement augmenté au Burkina Faso. Dans l'immense majorité des cas, il s'agit d'une exploitation minière artisanale de l'or qui se pratique de manière informelle et sans autorisation. © Universal Images Group via Getty Images



Si l'or est souvent qualifié de « minerais de guerre » en raison de son rôle dans le financement des conflits, le lien entre le secteur aurifère, l'instabilité et la violence est beaucoup plus nuancé et se double de dynamiques régionales complexes. de l'Ouest, pôle de production aurifère où l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or (ASGM) est omniprésente, une vague croissante d'insécurité et de violence ajoute depuis quelques années à la complexité du secteur. Dans le réseau trouble et complexe d'acteurs, d'activités et de chaînes d'approvisionnement de la région figurent des réseaux criminels qui rapprochent les mines locales des plaques tournantes du commerce international, exploitant le secteur aurifère pour en tirer des gains financiers et un pouvoir. L'analyse présentée dans ce rapport montre que la réalité des liens entre l'or, les conflits et la criminalité remet en question le récit simpliste des « minerais de guerre » utilisés pour financer les conflits et offre une compréhension beaucoup plus nuancée de l'importance du secteur aurifère en Afrique de l'Ouest. Or, survie, argent, pouvoir et criminalité sont de fait étroitement liés.

Criminalité, fragilité et violence

Si la littérature sur le lien entre or et instabilité s'est souvent concentrée sur le financement des conflits, le fait est que le trio or, gouvernance et criminalité peut alimenter l'instabilité et la violence avant même de contribuer au financement de quelque forme de conflits que ce soit. L'exploitation à des fins criminelles du secteur aurifère est favorisée par l'existence persistante et largement répandue de pratiques illégales du fait d'importantes barrières à l'entrée dans le secteur formel et au manque de soutien apporté aux mineurs et aux négociants en or non officiels. De ce fait, dans les sphères politiques et commerciales, des groupes d'élites corrompus et issus de la criminalité peuvent s'emparer de flux d'or illicites, contribuant ainsi à renforcer la frustration de la population locale et alimentant potentiellement l'émergence de conflits. Limiter l'accès au secteur aurifère en restreignant l'accès aux gisements miniers ou en menant des opérations de répression contre l'ASGM non autorisée peut également saper la légitimité des acteurs étatiques. Ainsi, les efforts visant à stabiliser la situation en Afrique de l'Ouest doivent-ils prendre en compte des intérêts criminels complexes tout en répondant aux griefs et aux attentes de longue date des populations locales.¹ Ces efforts sont essentiels tant dans les zones de conflit que dans les zones stables pour réduire le risque de propagation des conflits.

La contribution du secteur aurifère au financement des conflits en Afrique de l'Ouest peut varier considérablement tant en forme qu'en valeur. Là où coexistent conflits et extraction d'or, les groupes armés peuvent cibler le secteur aurifère en taxant les activités minières et commerciales, en exigeant des mineurs qu'ils assurent leur

sécurité en payant pour cela ou en établissant des points de contrôle le long des routes menant aux sites miniers et aux grands points de recouvrement des paiements. Les membres des groupes armés peuvent également se livrer directement à l'extraction d'or, soit pour leur propre bénéfice financier, soit pour celui du groupe. Pourtant, dans de nombreuses régions, l'or n'est pas la principale source de revenus des groupes armés ; d'autres secteurs, comme celui de l'élevage, sont également visés.

Des milices locales d'autodéfense et identitaires, qui peuvent agir en coopération ou en concurrence avec l'État, se sont engouffrés dans la brèche ouverte par une fragilité accrue et les conflits.² En Afrique de l'Ouest, ces groupes opèrent dans une large palette de domaines, qui va des opérations de sécurité hybrides menées par des institutions au racket pour la protection de type mafieux piloté par des « entrepreneurs de la violence ». Il existe un chevauchement important entre ces groupes et le secteur aurifère, ces groupes ayant assuré dans de nombreux cas la sécurité sur les sites aurifères et le long des voies de transport. Les origines des différents groupes, leur rôle au sein des communautés locales et dans le secteur aurifère, ainsi que dans la dynamique des conflits, varient cependant considérablement.

L'or : un pivot de l'économie

L'importance locale du secteur aurifère est d'autant plus complexe qu'il s'agit d'un moteur majeur de l'économie et d'une source essentielle de moyens de subsistance dans toute l'Afrique de l'Ouest, qui gagnent en importance à mesure que les autres moyens de subsistance ruraux se font moins tenables en raison du changement climatique. L'ASGM a attiré un large éventail d'acteurs, des populations locales à la recherche d'un moyen de survie aux individus en quête d'emplois plus lucratifs, en passant par des hommes d'affaires relativement riches et des investisseurs étrangers désireux de tirer profit de l'exploitation minière semi-industrielle. Ainsi, l'analyse de la relation entre l'or, les conflits et la criminalité en Afrique de l'Ouest doit-elle être réalisée à la lumière de trajectoires à long terme, des pressions économiques et des économies politiques au niveau local, régional et transnational.

Compte tenu de la contribution du secteur aurifère à l'économie de l'Afrique de l'Ouest, il est impossible de saisir pleinement le lien entre or et conflits sans admettre que l'or agit en faveur de la paix. La valeur du secteur aurifère en tant que filet de sécurité économique et contrepoids à l'exode rural devrait s'accroître à mesure que les pressions environnementales exercées par le changement climatique sur l'agriculture et l'élevage vont aller en augmentant. Les personnes qui auraient autrement pu rejoindre des groupes armés non étatiques ou se livrer à d'autres activités illicites, sans doute plus dommageables, devraient bénéficier de cette tendance. L'ASGM et les services associés constituent par ailleurs une source de revenus et, peut-être plus important encore, un espoir pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) qui n'ont guère d'autres solutions pour survivre. À ce titre, les contributions du secteur de l'or à la paix et à la sécurité ne peuvent être négligées.

Méthodologie : mettre à plat les économies politiques

Ce rapport s'intéresse à plusieurs régions d'Afrique de l'Ouest (le Mali, le Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire) de manière à mettre en évidence les liens qui existent entre or, conflits et criminalité, et à explorer les dynamiques qui les entourent. Les recherches menées au Niger, au Tchad, en République centrafricaine (RCA) et au Cameroun sont également mises à profit pour apporter un éclairage supplémentaire.



L'or est un secteur important de l'économie du Burkina Faso. Il représentait plus de 80 % des exportations en 2020. On estime que le secteur de l'ASGM emploie 10 % de la population. © Ahmet Sami Acar/Anadou Agency via Getty Images

En nous appuyant sur une étude de l'économie politique, nous avons pu analyser le lien entre or, conflits et criminalité en Afrique de l'Ouest. L'analyse de l'économie politique permet de « comprendre les processus politiques et économiques dominants dans la société, et en particulier les motivations, les relations, la répartition et la contestation du pouvoir entre différents groupes et individus ». ³ Cette analyse a pris en compte les lieux où coexistent ASGM et conflits violents ainsi que les économies politiques plus larges, les chaînes d'approvisionnement et les flux financiers. Une opération de cartographie des chaînes d'approvisionnement entre certaines zones de conflit et certains points d'exportation africains a également été entreprise. Outre les cadres juridiques, cette analyse a également pris en compte d'autres sources de légitimité et de pouvoir. Cela est particulièrement important dans les contextes où l'autorité de l'État est ténue et où d'autres sources de gouvernance, telles que l'autorité ethnique ou tribale, exercent une plus grande influence sur les populations locales.

Outre des recherches documentaires approfondies, des recherches sur le terrain ont également été menées à différents moments entre janvier 2021 et juin 2022 au Mali (Bamako), au Burkina Faso (Ouagadougou, Ouahigouya, Yako, Kongoussi, Houndé, Bobo-Dioulasso, Sikasso, Gaoua, Batié et Kampti) et en Côte d'Ivoire (Tortiya, Boundiali, Tengrela et Ouangolodougou). Pendant cette période, des dizaines d'entretiens ont été menés avec un large éventail d'acteurs, dont des mineurs, des négociants en or, des acteurs de la société civile, des organisations à but non lucratif, des journalistes, des organisations multilatérales et des responsables gouvernementaux. L'étude a également bénéficié de la surveillance continue de la GI-TOC en Guinée, au Tchad et au Niger, et d'études menées en RCA et au Cameroun en novembre 2021.



LES MOTEURS DE LA FRAGILITÉ LE RÔLE DE L'ÉTAT

Des personnes manifestent contre un coup d'État militaire avorté au Burkina Faso, en septembre 2015. © Sia Kambou/
AFP via Getty Images



La corruption, les politiques minières gouvernementales et la répression de l'ASGM ont contribué à fragiliser davantage l'Afrique de l'Ouest sur le plan économique, politique, environnemental, social et sécuritaire.⁴ Des pressions économiques et environnementales croissantes ont également renforcé cette fragilité. La croissance exponentielle de la population et le changement climatique ont exercé une pression sur les ressources en terre et en eau, renforçant la fragilité environnementale et sociale et, par conséquent, les conflits agripastoraux.⁵

De cette fragilité émergent des environnements qui sont facilement exploités, perpétués et exacerbés par les réseaux criminels organisés et les groupes armés non étatiques. Si les réseaux criminels peuvent fournir aux communautés rurales le financement et les chaînes d'approvisionnement nécessaires au fonctionnement économique du secteur aurifère, leur présence mine en définitive la gouvernance et contribue à accroître la fragilité économique, source potentielle d'insécurité et de conflits.

Elle empêche également les États d'Afrique de l'Ouest de permettre au secteur aurifère de réaliser son plein potentiel sur les plans économique et environnemental. Les activités d'ASGM se déroulent souvent sans autorisation et en dehors des cadres réglementaires. Cela a conduit les gouvernements de toute l'Afrique de l'Ouest à tenter à plusieurs reprises de réprimer les activités d'ASGM illicites. Au lieu de réduire l'activité criminelle, ces politiques réglementaires ont cependant poussé l'ASGM et le commerce de l'or plus loin dans la sphère illicite. Le fait que les mineurs et les négociants disposent d'un accès limité au secteur formel ou de peu de moyens légaux de vendre leur production d'or et d'obtenir des appuis financiers profite aux acteurs criminels. Les difficultés d'accès au financement ont notamment été citées comme un obstacle majeur à l'officialisation des opérations d'ASGM dans le monde.

Il en résulte une spirale descendante de la criminalité, de la corruption et des politiques défavorables en matière d'ASGM, accentuant la fragilité et les menaces qui pèsent sur la sécurité.⁶ Les acteurs des conflits peuvent jouer sur les frustrations des communautés locales pour gagner leur adhésion et pour gagner en légitimité auprès des populations locales ou pour recruter des membres. À titre d'exemple, la région du Liptako-Gourma, une zone tri-frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, est tout à la fois une région productrice d'or et une zone de conflit en cours. Sa grande fragilité, imputable pour partie à la corruption, à son faible développement économique, au ressentiment à l'égard de l'État et à l'aggravation des conflits communautaires, en a fait une région propice au recrutement de nouveaux membres par les groupes djihadistes. Ces mêmes groupes djihadistes ont également ciblé le secteur de l'or, générant d'importantes ressources financières en taxant l'extraction et le commerce de l'or.⁷

Dans ce contexte, il apparaît clair que le financement des conflits fait partie d'une chaîne plus longue de facteurs qui contribuent à accroître la fragilité dans la région.

Le paysage aurifère en Afrique de l'Ouest

Ces vingt dernières années, la production d'or et l'ASGM ont connu une augmentation exponentielle au Mali, au Burkina Faso et au Niger.⁸ À cheval entre plusieurs frontières, la région du Liptako-Gourma couvre de vastes étendues du centre et du nord du Mali, du nord et de l'est du Burkina Faso et du sud-ouest du Niger. Elle abrite d'importants gisements d'or. Depuis le milieu des années 2000, ces derniers sont exploités de façon artisanale et à petite échelle ainsi que dans le cadre d'activités minières industrielles. Depuis 2016, le Liptako-Gourma est également devenu une zone de conflits et d'activités criminelles majeures. La région de Kidal, dans le nord du Mali, est pour sa part devenue une importante zone de production d'or ainsi qu'un foyer d'insécurité et de violence.

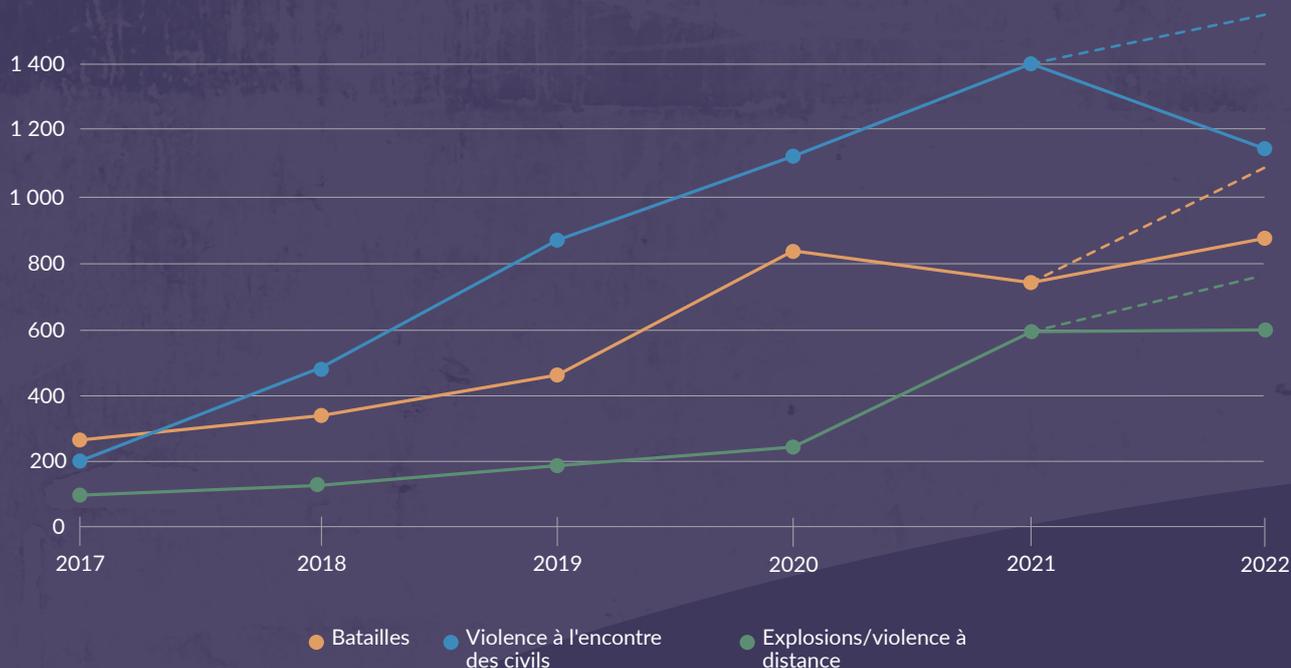


FIGURE 1 Événements violents au Mali, au Burkina Faso et au Niger, 2017-2022.

SOURCE : ACLED

Depuis 2008, le secteur aurifère du Burkina Faso connaît une croissance importante, portée par la hausse du prix spot de l'or à l'échelle nationale. L'ASGM se pratique dans tout le Burkina Faso, le Nord, le Centre-Nord, les régions de l'Est et du Sud-Ouest étant des zones de production d'or importantes.⁹ Le Sud-Ouest a été identifié comme la région où travaillent le plus de personnes dans le secteur de l'ASGM, les sites aurifères accueillant des dizaines de milliers de mineurs par endroits.¹⁰ Seule une petite partie des opérations ASGM sont autorisées dans le pays, de sorte que la plupart des activités sont non officielles et donc susceptibles d'être visées par les réseaux criminels.

Au Mali, l'exploitation de l'or s'est historiquement concentrée dans le sud du pays. La région de Kayes, qui partage une frontière avec la Guinée, est la principale zone de production d'or, avec à la fois une exploitation industrielle et artisanale d'or (ASGM).¹¹ La région de Sikasso, à la frontière du Burkina Faso, a vu la production d'or provenant à la fois de l'exploitation minière industrielle et de l'ASGM augmenter ces dernières années et est actuellement la deuxième plus grande région productrice d'or du pays.¹² Le nord du Mali a également connu sa propre ruée vers l'or depuis les débuts présumés des activités d'orpaillage dans le nord de Kidal en 2016.¹³ Depuis lors, les régions de Kidal et de Gao ont connu une augmentation exponentielle de l'extraction d'or.

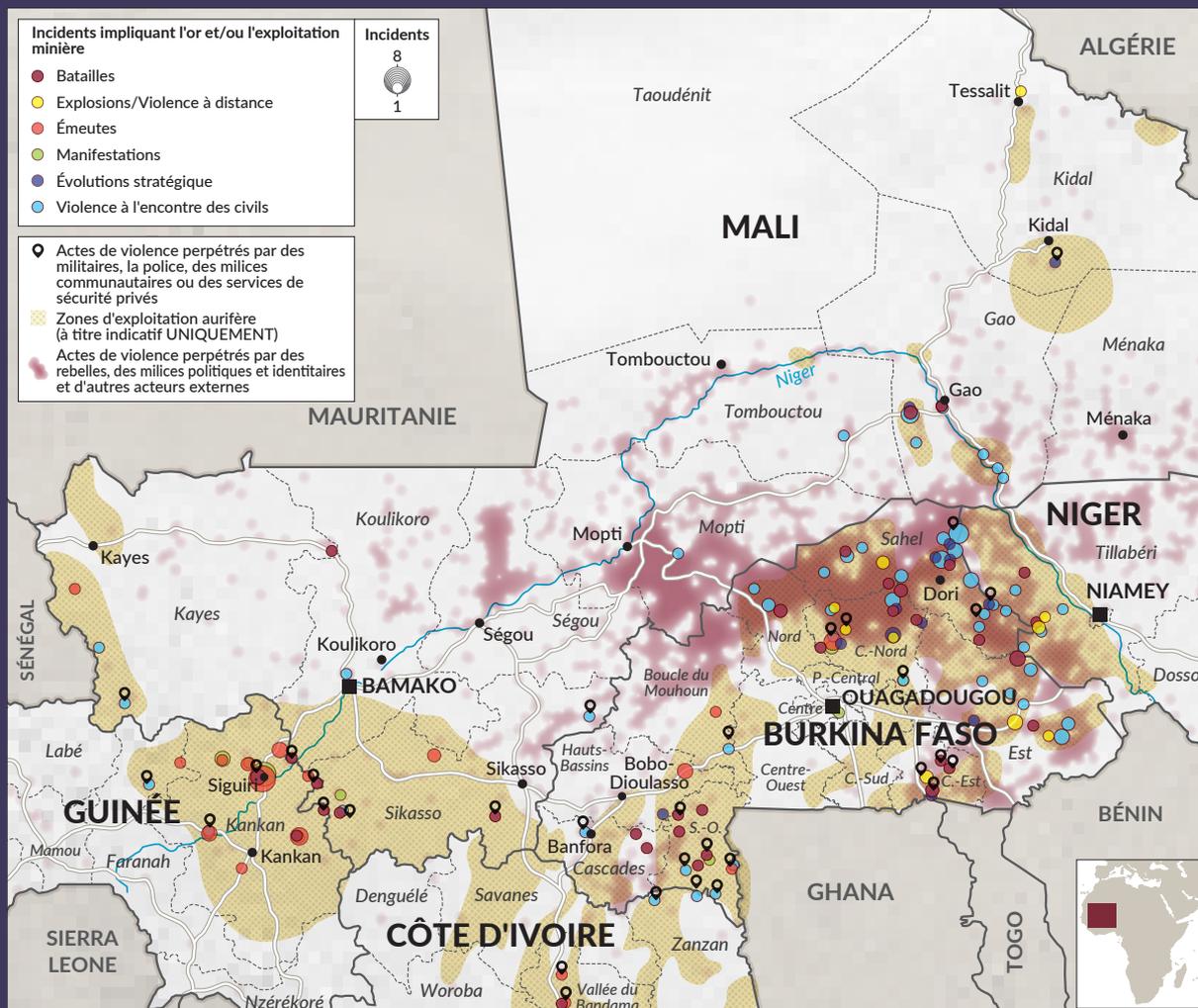


FIGURE 2 Zones riches en or et incidents violents au Mali, au Burkina Faso et au Niger, de janvier 2021 à juin 2022.

SOURCE : ACLED ; données de l'auteur

Corruption dans le secteur aurifère

Un vent omniprésent de corruption, qui va de la petite à la grande corruption et implique un large éventail d'acteurs politiques souffle sur les marchés de l'or en Afrique de l'Ouest. En raison de la forte rentabilité de l'or, les structures de protection sont régulièrement contrôlées par les élites politiques et commerciales ayant des liens politiques forts. La corruption contrecarre les efforts visant à établir des pratiques plus responsables en matière d'extraction et de commerce de l'or, et contribue dans le même temps à accroître l'insécurité et la violence, les acteurs des conflits exploitant la faible gouvernance et le mécontentement de la population envers l'État.

Une forme courante de petite corruption consiste pour certains fonctionnaires, et notamment certains membres des forces de l'ordre ou de l'armée, à offrir une protection ou un accès à des gisements d'or contre rémunération. Au Mali, par exemple, certains sites d'ASGM ne devraient pas fonctionner pendant la saison des pluies. Cependant, avec la complicité des forces de défense et de sécurité, ces sites sont ouverts aux chercheurs d'or et peuvent être placés sous protection moyennant une taxe supplémentaire.¹⁴ Bien que cette petite corruption mine la gouvernance, elle doit être appréhendée dans un contexte économique et culturel plus large.

Dans de nombreux États, les petits salaires, dont le versement est souvent retardé ou pas effectué du tout, plongent les fonctionnaires de l'État dans une situation financière précaire. On rapporte, par exemple, que, dans la région du Tibesti au Tchad, des militaires largement sous-payés assurent la sécurité de petits orpailleurs non autorisés avec lesquels ils partagent des affinités ethniques afin d'augmenter leurs revenus.¹⁵ Certaines pratiques coutumières et culturelles jouent également un rôle. Dans certaines régions, les paiements qui peuvent être considérés comme des pots-de-vin par des étrangers sont extrêmement répandus et acceptés par les communautés locales. Cela ne veut pas dire que la petite corruption doit se poursuivre comme si de rien n'était, mais que les structures de pouvoir plus larges doivent être évaluées, en particulier dans les environnements où sévit une corruption endémique.¹⁶

On peut soutenir que la corruption impliquant des acteurs plus puissants, y compris la grande corruption, est beaucoup plus nuisible et souvent étroitement liée aux réseaux criminels transnationaux.¹⁷ Selon certaines allégations, des acteurs puissants en Afrique de l'Ouest manipulent le pouvoir financier et politique pour tirer des profits illicites du secteur aurifère, leur implication étant souvent dissimulée derrière un réseau d'hommes de paille et d'intermédiaires. La corruption va de l'extorsion de fonds auprès de mineurs opérant de manière artisanale et occasionnelle (ASGM) et de négociants en or à la mise à profit directe de l'extraction d'or et des opérations commerciales (souvent par l'intermédiaire de mandataires), en passant par l'attribution de concessions minières ou la définition de politiques minières qui favorisent les gains financiers personnels. La frontière entre intérêts étatiques et non étatiques peut s'en trouver brouillée, surtout lorsque les intérêts financiers prennent le pas sur les intérêts politiques ou idéologiques. La corruption de haut vol dans les plaques tournantes régionales de l'activité commerciale et de l'exportation permet également aux réseaux du crime organisé de faire sortir l'or du continent en masse.

Les entreprises industrielles d'extraction d'or jouent elles aussi un rôle, et ont été accusées de corruption et d'évasion fiscale. En 2018, la société minière Kinross Gold Corp, basée au Canada, a par exemple payé 950 000 dollars US pour se dédouaner d'accusations civiles liées à des accusations de corruption de fonctionnaires au Ghana et en Mauritanie.¹⁸ En outre, des enquêtes menées par le gouvernement burkinabé et des journalistes d'investigation ont révélé qu'au moins une mine industrielle a eu recours à des techniques comptables inappropriées et à la fraude fiscale pour réduire son revenu imposable, ne payant aucun impôt pendant plusieurs années.¹⁹ La société minière Glencore a été condamnée à une amende de plus de 1,1 milliard de dollars par le gouvernement américain après avoir plaidé coupable d'actes de corruption et de manipulation du prix des matières premières, en Afrique de l'Ouest notamment. Soulignant les pratiques de corruption de certaines sociétés minières industrielles, un procureur américain a qualifié l'ampleur de ce système de corruption criminelle de « stupéfiante ».²⁰ Si 1,1 milliard de dollars US peut sembler une sanction importante, ce chiffre doit être analysé à la lumière des 17 milliards de dollars US de bénéfices que Glencore devrait réaliser en 2022. Ainsi, certains observateurs estiment-ils que l'amende n'est pas suffisante pour servir de véritable sanction ou de moyen de dissuasion contre de futurs actes de corruption de la part des sociétés minières industrielles inclinées à de telles pratiques.²¹

La corruption affaiblit l'État : l'exemple du Burkina Faso

L'évolution des marchés de l'or au Burkina Faso montre bien que la corruption et la criminalité dans le secteur aurifère peuvent miner la gouvernance et affaiblir l'État. Lorsque le commerce de l'or a été privatisé en 2006, plusieurs agents qui travaillaient auparavant pour le gouvernement en tant qu'acheteurs d'or sont devenus des acheteurs d'or privés agréés. Ces sociétés privées locales, appelées *comptoirs*, exerçaient un contrôle territorial sur de nombreux sites miniers et chaînes d'approvisionnement en or sécurisées par le biais de réseaux d'agents acheteurs d'or ainsi qu'en offrant des prêts et d'autres appuis financiers aux mineurs.²² Ces *comptoirs* étaient proches des élites politiques et se livraient à des activités illégales en toute impunité. Au nombre de ces activités figuraient le financement et l'achat d'or dans des mines non autorisées et la contrebande d'or. Ces pratiques ont contribué à créer un sentiment d'injustice et de frustration au sein de la population, notamment chez les mineurs opérant de manière artisanale.

Après la chute de l'ancien président Compaoré en 2014, le gouvernement a pris des mesures pour enquêter sur les dérives et réformer le secteur minier. En 2015, l'Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi-mécanisées (ANEEMAS) a été créée avec pour mandat de réorganiser les marchés de l'or ASGM et de prévenir la contrebande, ainsi que d'offrir un soutien technique aux mineurs pour minimiser les pratiques et les impacts négatifs. Avant 2018, la faible réglementation des délivrances d'autorisations d'exploitation minière a ouvert la voie à des activités d'exploitation et de blanchiment d'argent. Les permis d'exploitation minière, souvent délivrés dans la capitale, Ouagadougou, n'étaient par exemple pas utilisés pour excerner des activités minières, mais pour ponctionner une partie de la production et des revenus des orpailleurs non officiels en activité, ou pour exproprier les terres gérées par les autorités coutumières. Il existe également des preuves que les permis ont été utilisés pour le blanchiment d'argent, certains individus détenant des dizaines de permis miniers sans justification.²³

L'ANEEMAS a remédié à certaines vulnérabilités dont tiraient parti des acteurs corrompus et criminels, mais, selon certains rapports, la présence de l'ANEEMAS est limitée à certaines zones, certaines communautés ignorant son existence.²⁴ On craint également que la plupart des mineurs ne se sentent pas suffisamment impliqués dans le mandat de l'ANEEMAS et perçoivent l'agence comme un autre concurrent ou un obstacle à l'ASGM.²⁵

Attribution des droits fonciers et miniers

La concurrence entre les activités minières industrielles et l'ASGM pour l'accès aux terres et aux minerais a accru les tensions régionales. L'exploitation minière industrielle peut apporter des avantages aux pays et aux populations locales d'Afrique de l'Ouest en augmentant les recettes publiques et encourageant les pratiques minières responsables, entre autres impacts positifs. Les mines industrielles n'offrent cependant pas actuellement les mêmes possibilités de subsistance que l'ASGM aux populations rurales. Dans certaines zones désignées, les sociétés minières industrielles détiennent des concessions qui leur accordent les droits légaux exclusifs d'exploitation, empêchant ainsi les mineurs pratiquant l'ASGM de travailler dans la même zone. Limiter l'accès des activités d'ASGM aux gisements d'or peut renforcer la fragilité et être une source de mécontentement susceptible de déclencher des conflits et de créer de l'instabilité. Ceci est particulièrement préoccupant dans les États déjà confrontés à des menaces sécuritaires.



Le conseil en charge de la transition accueille Malick Diaw, militaire qui a pris le pouvoir à la suite du coup d'état de 2020 à Bamako, février 2022.
© Florent Vergnes/AFP via Getty Images

La corruption peut exacerber les tensions autour de l'accès aux gisements d'or, les intérêts financiers personnels étant privilégiés par rapport aux intérêts de l'État et de ses citoyens. La corruption dans l'attribution des concessions minières, bien que rarement documentée en raison de sa nature clandestine, existerait dans le monde entier, y compris en Afrique de l'Ouest.²⁶ L'attribution de permis de prospection, d'exploitation d'or et d'exportation de cet or au Mali a été qualifiée de non transparente et fortement politisée, les relations avec les élites politiques étant déterminantes pour obtenir une autorisation.²⁷

En clair, l'attribution de terres et de droits miniers à des sociétés minières industrielles n'est pas toujours le fait d'acteurs gouvernementaux corrompus ou de sociétés minières industrielles qui se comportent mal. Cependant, même si les acteurs gouvernementaux et les hommes politiques bien intentionnés suivent à la lettre des procédures officielles et totalement transparentes, le résultat est souvent le même lorsque les mineurs pratiquant l'ASGM se voient refuser l'accès aux terres pour faire respecter les droits fonciers des acteurs industriels. On assiste à une augmentation de la fragilité économique, politique et sociale, ainsi qu'à une montée en flèche du risque de conflit, les communautés qui se sentent abandonnées par l'État se tournant vers des groupes armés non étatiques pour obtenir du soutien.

Ainsi, les tensions entre les mines industrielles et les ASGM autour des droits fonciers constituent-elles un problème à régler avec précaution. Les approches qui créent une amorce de dialogue et accompagnent l'ASGM sont plus susceptibles de renforcer la résilience de la communauté, l'économie locale et de réduire les menaces des groupes armés non étatiques.



Réservoirs au Burkina Faso contenant de la boue dont on extrait l'or sur les sites aurifères. © Anne Mimault/
Reuters via Alamy Stock Photo

Tensions avec les mines industrielles : l'exemple du Burkina Faso

En 2017, les mines industrielles du Burkina Faso employaient 9 017 Burkinabés, dont une grande majorité à des postes peu qualifiés et mal rémunérés, tandis que plus d'un million de personnes pratiquaient l'ASGM.²⁸ Les conflits entre les structures minières industrielles et les communautés locales ont été exacerbés après que la pratique de l'ASGM, qui concerne parfois des dizaines de milliers de personnes, ait été interdite afin que les exploitations minières industrielles puissent poursuivre leurs activités. Les mineurs locaux confirment l'existence d'un conflit entre l'ASGM et les mines industrielles et la quasi-absence de conflits entre les mineurs opérant de manière artisanale. Selon de nombreux mineurs pratiquant l'ASGM, des équipes d'exploration mandatées par des acteurs miniers industriels seraient arrivées sur leurs sites et les auraient chassés de leurs terres sans aucune contrepartie.²⁹

Dans la ville de Houndé, en mai 2022, les tensions importantes entre les mineurs opérant de manière artisanale et les mines industrielles ont dégénéré en violence suite aux mesures prises par le gouvernement pour chasser les mineurs opérant de manière artisanale d'un site aurifère de Houndé pour que des structures minières industrielles s'y installent. Les mineurs pratiquant l'ASGM ont affirmé avoir été les premiers à travailler dans le secteur³⁰ et les violentes manifestations qui s'en sont suivies ont entraîné la mort de deux mineurs.³¹ Des frustrations similaires ont été exprimées dans le nord et l'est du pays, les parties prenantes de l'ASGM déclarant avoir été chassées de leurs terres et les jeunes hommes quittant le pays pour trouver du travail dans les mines d'or des pays voisins.³²

La priorité accordée à l'exploitation minière industrielle a fait naître un sentiment de frustration et d'impuissance au sein des communautés locales dans la mesure où il n'existe que peu ou pas d'alternatives à l'ASGM. En tant que tels, les efforts visant à faire cesser l'ASGM augmentent considérablement la fragilité économique de la région, créant un effet domino et touchant par rebond d'autres domaines fragiles. Résumant le ressenti général, un mineur a déclaré : « Dans un tel contexte, comment peut-on lutter contre le terrorisme, alors même que l'on chasse les fils de ce pays des sites miniers pour qu'ils retournent dans la brousse sans avoir à manger ? Sachant que, dans la brousse si quelqu'un vient me proposer 1 000 000 FCFA pour ma famille en me demandant, en échange, de prendre les armes, je le ferai. »³³

Répression et légitimité

Bien que le secteur de l'ASGM soit un secteur vital en tant que pourvoyeur de moyens de subsistance pour les communautés rurales, il se caractérise également par une informalité et une illégalité omniprésentes, très peu de mineurs ASGM possédant des terres et des droits miniers, ou des permis délivrés par l'État.³⁴ Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest se montrent ponctuellement stricts à l'égard de la pratique d'activités minières non autorisées, les déclarant illégales et recourant à la force pour fermer les sites où s'opère l'ASGM. Dans la mesure où la production d'or est une pratique souvent ancrée au sein des communautés locales, les tentatives d'éradication de l'ASGM tendent à saper la légitimité des autorités locales et nationales aux yeux de la population locale. En privant les communautés de leurs moyens de subsistance et en augmentant la fragilité économique, les États alimentent la méfiance à l'égard du gouvernement et exacerbent les tensions entre les populations locales et les autorités nationales. C'est particulièrement le cas lorsque les communautés locales considèrent ces tactiques comme une tentative du gouvernement de prendre le contrôle du secteur aurifère au profit de ses membres, de ses amis ou de celui d'exploitations minières appartenant à des étrangers.³⁵

Les gouvernements peuvent être incités à mettre fin à l'activité d'extraction d'or pour lutter contre les djihadistes et d'autres groupes armés non étatiques,

en les privant de revenus et de recrues potentielles identifiées sur les sites d'extraction d'or. Dans ces circonstances, toutefois, les mesures de répression se sont avérées largement contre-productives, entraînant une spirale de méfiance, de tension et de violence. Les groupes armés non étatiques peuvent tirer parti de cette dynamique, renforçant leur propre légitimité auprès de segments de la population en rétablissant l'accès aux gisements d'or (et aux revenus) et en protégeant l'activité minière. Les mineurs se rangent souvent du côté de ceux qui détiennent le pouvoir au niveau local et permettent l'accès aux mines d'or, sachant qu'il peut parfois s'agir de groupes criminels ou en conflit. Dans certains cas, cela a conduit les chercheurs d'or à considérer la présence de djihadistes et d'autres groupes armés comme une aubaine, plutôt que comme une menace.³⁶

Si la lutte contre l'ASGM peut avoir pour but de réduire la criminalité ou de lutter contre le financement des conflits et d'autres menaces, cette approche dure a le plus souvent sapé la légitimité de l'État et renforcé les réseaux criminels et les groupes armés. Par conséquent, les approches axées sur le dialogue avec les acteurs de l'ASGM ou les approches alternatives visant à faire pression sur les marchés illicites, les réseaux criminels et le financement des conflits ont plus de chances d'aboutir et d'éviter la survenue de conséquences non voulues à long terme.

La lutte contre l'ASGM : synthèse nationale

Burkina Faso : En 2018, le gouverneur de la région Est a ordonné la fermeture des sites miniers artisanaux afin de couper les sources de financement des groupes terroristes. Les mineurs mécontents se sont de fait tournés vers les djihadistes, qui ont rouvert certaines mines.³⁷ Dans la province du Soum, au Sahel, les communautés semblent s'être rapprochées des djihadistes à la suite d'opérations antiterroristes menées début 2019, au cours desquelles du matériel d'exploitation aurifère et de l'or ont été saisis par les forces de sécurité de l'État. L'interdiction en 2021 de l'exploitation de l'or dans les provinces du nord, imposée par le gouvernement régional suite à l'attaque meurtrière de Solhan, a également suscité des critiques selon lesquelles elle entraînera une détresse économique encore plus grande parmi les mineurs et les communautés locales, détresse dont les groupes djihadistes peuvent tirer parti pour renforcer leur légitimité.³⁸

Côte d'Ivoire : Des mesures ont été prises pour lutter contre l'orpaillage illégal dans le nord-est de la Côte d'Ivoire à la suite d'une série d'attaques meurtrières menées par des groupes djihadistes contre les forces de sécurité ivoiriennes en 2020. En juin 2021, le gouvernement a créé un groupe spécial, composé d'éléments de la Gendarmerie nationale et d'agents du ministère des Eaux et Forêts. Des opérations de grande envergure ont été



Site d'exploitation artisanale d'or au Mali. © Joerg Boethling/Alamy Stock Photo

lancées dans la région et se poursuivent. Cela a conduit à l'exode des orpailleurs clandestins vers les régions de Tengrela et de Boundiali.³⁹

Tchad : Dans la région du Tibesti au nord du Tchad, les efforts de l'État pour lutter contre l'ASGM sur les sites aurifères de Kouri Bougoudi et de Miski ont dissipé le peu de légitimité dont jouissait l'État et créé un terrain propice au recrutement de nouveaux membres par les groupes rebelles et à la formation de groupes d'autodéfense.⁴⁰ Fin 2018, après que les rebelles tchadiens ont attaqué le plus grand terrain aurifère du pays, Kouri Bougoudi, le gouvernement a tenté successivement de mettre fin à l'ASGM et de couper les sources de revenus et de recrutement du groupe rebelle.⁴¹ En octobre 2020, le gouvernement a annoncé la fermeture des sites d'extraction illégale d'or à travers le pays et a fait part de son intention d'évacuer tous les mineurs. L'expulsion des mineurs par l'armée tchadienne s'est transformée en attaques indiscriminées à l'encontre des tribus locales, entraînant un conflit ouvert avec les milices locales et les groupes d'autodéfense.⁴² Malgré des répressions répétées, l'armée tchadienne n'a non seulement pas réussi à sécuriser et à contrôler les gisements aurifères, mais a favorisé l'enrôlement dans les groupes armés.⁴³

Niger : En février 2017, le gouvernement nigérien a fermé les gisements d'or du plateau du Djado en invoquant des problèmes de sécurité.⁴⁴ Au moment de sa fermeture, le site était le plus grand site d'extraction d'or artisanale du pays. Il permettait la subsistance de dizaines de milliers de mineurs originaires des villes et villages voisins qui offraient leurs services sur ce site. La fermeture des sites aurifères, parallèlement à la répression du trafic d'êtres humains - autre source importante de moyens de subsistance - a eu un effet déstabilisant majeur sur la région. Ces deux événements ont alimenté les griefs au sein des communautés tebu et touareg, et ont incité un certain nombre d'individus à se livrer à des activités criminelles, en particulier au banditisme.⁴⁵ Ces deux événements ont alimenté les griefs au sein des communautés tebu et touareg, et ont incité un certain nombre d'individus à se livrer à des activités criminelles, en particulier au banditisme.⁴⁶



OR ET CONFLIT

UNE COMPÉTITION VIOLENTE POUR L'ARGENT ET LE POUVOIR

Combattants de la Coordination des Mouvements de l'Azawad près de Kidal, dans le nord du Mali. © *Stringer/AFP via Getty Images*



Le secteur aurifère est indéniablement une source de financement des conflits en Afrique de l'Ouest. Il est cependant bien plus que cela. Contrôler les sites d'extraction d'or et les voies de transport est essentiel pour garantir la légitimité et l'exercice du pouvoir sur les populations locales, facettes fondamentales de la dynamique des conflits. Il peut en résulter une spirale descendante, la violence étant un élément clé des efforts déployés pour s'assurer des profits, du pouvoir et de la légitimité.

Les groupes non étatiques et djihadistes ne sont pas les seuls à tirer financièrement parti du secteur aurifère. Les acteurs étatiques, les acteurs criminels, les milices identitaires et les groupes d'autodéfense tirent eux aussi profit du secteur aurifère et leurs relations défient la simple dynamique amis-ennemis. Les autorités politiques de Bamako auraient ainsi investi dans l'extraction d'or à Kidal, sachant parfaitement que l'exploitation et le transport d'or profitent financièrement aux acteurs du conflit dans la région du fait de leurs systèmes de taxation informels.⁴⁷ L'implication de différents acteurs dans le secteur aurifère de Kidal montre bien que la volonté de maximiser les gains financiers et les réseaux illicites peut transcender les différences politiques et idéologiques, les acteurs travaillant en parallèle, voire collaborant, pour optimiser les profits. Ainsi, le contrôle du secteur aurifère s'est transformé en une violente compétition entre différents groupes d'acteurs désireux de gagner de l'argent et du pouvoir.

Financement des conflits : cibler et taxer l'or

Les acteurs des conflits tirent des revenus très disparates du secteur aurifère en Afrique de l'Ouest. Dans certaines régions en proie à des conflits, d'autres secteurs et activités illicites peuvent constituer des sources de financement plus importantes.⁴⁸ Au Mali, par exemple, l'économie qui s'est développée autour du vol de bétail, à laquelle la communauté internationale a accordé beaucoup moins d'intérêt, est une source essentielle de financement des conflits.⁴⁹ En outre, une myriade de produits de base - dont la résine de cannabis, les cigarettes et les denrées alimentaires de contrebande - transitent par les zones contrôlées par les groupes armés et permettent de payer les services de protection. De surcroît, une trop grande instabilité peut perturber l'ASGM, et donc les flux de revenus vers les groupes armés. En décembre 2021, par exemple, les mineurs ont cessé de travailler à proximité de Ouahigouya et des villes voisines dans le nord du Burkina Faso en raison de menaces sécuritaires.⁵⁰ L'or doit donc être considéré comme partie intégrante de l'économie des conflits au sens large, plutôt que comme un « minerai de guerre ».

Lorsque les groupes armés tirent profit du secteur aurifère, la plupart de leurs revenus proviennent de la taxation ou de la facturation de services de protection. Les groupes djihadistes associent souvent ces paiements imposés à une forme de *zakat*. Dans l'islam, la *zakat* est une obligation enjoignant à faire don chaque année d'une partie de sa richesse à des causes caritatives et religieuses. Si les guides fixent généralement la *zakat* à 2,5 % de la richesse accumulée au cours de l'année et non utilisée pour régler des dépenses courantes, sur les sites aurifères, le pourcentage exigé par les groupes djihadistes serait plus proche de 10 % de l'ensemble des revenus. En 2019, par exemple, des djihadistes affiliés au JNIM auraient exigé des frais de protection aux chercheurs d'or de la région de l'Est du Burkina Faso et de la région de Kidal au Mali.⁵¹ Dans les provinces burkinabè du Séno et du Soum, des groupes d'orpailleurs ont payé des groupes djihadistes pour garder les sites.⁵² Des djihadistes basés dans des villages nigériens à Sirba (près du Burkina Faso) ont chassé les agents de sécurité afin de pouvoir assumer la responsabilité des services de sécurité et la collecte des commissions sur les sites miniers.⁵³

Les sources de revenus ne seraient pas limitées aux opérations minières informelles. Au Mali et au Burkina Faso, selon certaines allégations, des sociétés minières locales auraient conclu des accords avec des groupes djihadistes, leur permettant d'accéder aux sites aurifères et d'assurer la protection des véhicules de transport à destination et en provenance des zones aurifères.⁵⁴

Ouahigouya, Burkina Faso.
Des groupes djihadistes
contrôleraient des sites
aurifères dans les régions du
nord du pays. © Issouf Sanogo/
AFP via Getty Images



Groupes armés en Afrique de l'Ouest

Depuis 2016, les régions du Lipatko-Gourma et de Kidal sont confrontées à une montée de l'insécurité et de la violence, à laquelle les groupes djihadistes de l'EIGS et du JNIM contribuent actuellement dans une large mesure. Au début de 2020, les négociations entre les autorités et le JNIM au Burkina Faso ont conduit à un calme temporaire et à une baisse des décès dans certaines régions. Toutefois, ces accords se sont limités à des accords locaux disparates et la rupture des négociations a entraîné une résurgence de l'activité du JNIM fin 2020.⁵⁵ En réponse, les forces de l'État ont intensifié les opérations anti-insurrectionnelles, ce qui a entraîné une augmentation des actes de violence politique. Les militants djihadistes ont multiplié les attaques contre les populations civiles, tandis que les combattants des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ont violemment ciblé les civils soupçonnés de soutenir les djihadistes. Dans le même temps, la recrudescence de l'activité militaire au Mali dans la seconde moitié de 2021 a poussé les militants à franchir la frontière du Burkina Faso, exacerbant davantage la violence politique dans le pays.⁵⁶

Le nord du Mali est confronté à une augmentation des menaces pesant sur la sécurité. Dans la région de Kidal, la CMA était de loin la force dominante en 2021, les forces du GATIA n'ayant qu'une présence limitée.⁵⁷ La violence a augmenté de façon exponentielle dans les régions de Gao et de Kidal, alimentée par le conflit entre l'EIGS, la CMA, le JNIM, l'État malien et ses alliés russes présumés, et a entraîné la mort de centaines de civils depuis le début de 2022.⁵⁸

Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn (JNIM), également connu sous le nom de Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans, est le fruit de la fusion, en 2017, d'Ansar Dine, de Katiba Macina, d'al-Mourabitoun et de la branche saharienne d'Al-Qaïda au Maghreb islamique.⁵⁹ Depuis sa création, le JNIM a considérablement étendu sa zone d'intervention géographique à travers le Sahel, menant une campagne basée sur une violence soutenue à l'encontre des civils, des forces de sécurité locales, des militaires internationaux et des forces de maintien de la paix des Nations unies.⁶⁰ Des preuves circonstancielles indiquent que les personnes affiliées au JNIM sont à l'origine du massacre de Solhan en juin 2021, l'attaque la plus meurtrière jamais enregistrée au Burkina Faso.⁶¹ Les niveaux de violence sont restés



JNIM, groupe armé non gouvernemental dominant au Burkina Faso.

Photo : Réseaux sociaux

élevés au Burkina Faso, le JNIM étant identifié comme le groupe le plus violent du pays. L'activité du JNIM s'est concentrée dans le nord et l'est du Burkina Faso, bien que des tentatives d'extension à l'intérieur du pays et au-delà de ses frontières ont été rapportées.⁶²

Katiba Macina, groupe d'origine malienne également connu sous le nom de Front de Libération du Macina, est actuellement le groupe le plus actif au sein du JNIM. Katiba Macina s'est présenté comme un protecteur de la communauté peule, utilisant les griefs des éleveurs peuls comme armes.⁶³ À l'origine, la Katiba Macina visait à rétablir la République islamique du Macina,⁶⁴ mais on appelle maintenant à un djihad mondial, les activités du groupe s'étendant au-delà du centre du Mali.

L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), également connu sous le nom de Sahel islamique, est actif au Mali, au Burkina Faso et au Niger. L'EIGS tire parti des conflits communautaires, offrant une protection aux groupes historiquement marginalisés, ou une alternative à l'État en cas de vacance du pouvoir.⁶⁵ En 2019, l'EIGS a connu une croissance exponentielle et a mené certaines des attaques les plus meurtrières jamais perpétrées contre les forces étatiques burkinabé, maliennes et nigériennes, devenant ainsi la force dominante dans la région du Liptako. En 2020, cependant, l'EIGS a subi une pression importante de la part des forces locales, nationales et internationales, et a été en conflit avec le JNIM. À titre de riposte, l'EIGS a eu recours à des attaques excessives contre les civils dans les zones placées sous son influence et a tenté de mettre la population locale au pas.⁶⁶ L'EIGS est actuellement le groupe djihadiste le plus meurtrier

du Sahel, attaquant des civils et des chefs de village.⁶⁷ Après la mort de son leader en août 2021 l'EIGS aurait nommé des commandants plus jeunes et plus violents à des postes de direction.⁶⁸

Ansar Dine a été créé en 2011 suite à la scission du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).⁶⁹ Ansar Dine applique massivement la charia dans les secteurs et régions qu'il contrôle. Après la mort de son fondateur en 2017, le manque d'organisation interne se serait intensifié et les activités du groupe auraient décliné, des militants ayant vraisemblablement quitté le mouvement pour rejoindre le JNIM ou l'EIGS.⁷⁰

La Coalition des Mouvements de l'Azawad (CMA) est principalement constituée de groupes rebelles indépendantistes MNLA, du Haut Conseil de l'Azawad (HCUA) et de l'une des factions du Mouvement arabe de l'Azawad.⁷¹ Le MNLA n'a cessé d'être affaibli par des conflits internes et les attaques de groupes armés

djihadistes. Ce mouvement s'est de fait retrouvé de plus en plus marginalisé au sein de la CMA au profit du HCUA, qui opère dans le centre et le nord du Mali. Selon certaines allégations, le HCUA entretiendrait des liens étroits avec Ansar Dine.⁷² En juillet 2022, la CMA a publié un communiqué critiquant le gouvernement malien et l'accusant d'avoir renoncé à l'accord pour la paix d'Alger de 2014, signe d'une tension croissante et d'un risque accru d'escalade politique et militaire entre les groupes d'ex-rebelles du nord et l'État.⁷³

Le Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA), formé en 2014, est un groupe d'autodéfense qui soutient le gouvernement malien dans sa lutte contre l'EIGS et le JNIM.⁷⁴ Le GATIA est membre de la Plateforme, un groupe pro-gouvernemental malien formé en 2014. Le GATIA est présent dans la région de Ménaka, mais il a plus récemment concentré ses activités dans la région de Gourma, où le groupe a été accusé de se livrer à des activités criminelles.⁷⁵

Les taxes et les frais de protection (y compris la *zakat*) ne sont pas toujours considérés comme accablants par la population locale. Les chercheurs d'or locaux peuvent considérer ces pratiques comme démocratisant l'accès à des mines d'or auparavant contrôlées par des acteurs ayant des relations politiques en haut lieu. Ils peuvent même solliciter une protection, en réponse parfois aux mesures de lutte contre l'ASGM prises par l'État, notamment celle du JNIP qui a démocratisé l'accès aux terres dans certaines régions du Burkina Faso.⁷⁶

Le refus de paiement peut toutefois avoir des conséquences désastreuses. En juin 2021, lors de l'attaque la plus meurtrière enregistrée à ce jour au Burkina Faso, des insurgés ont attaqué la communauté aurifère de Solhan, dans la région du Sahel, tuant au moins 132 civils. Les djihadistes auraient pris le site pour cible après que Koglwéogo, un groupe d'autodéfense local, ait sécurisé le site minier et refusé de payer des frais de protection ou d'effectuer toute autre forme de paiement au groupe.⁷⁷ L'attaque de Solhan a servi d'avertissement à d'autres sites d'extraction d'or. Dans la région de Tillabéri au Niger, les communautés résistent de plus en plus à la collecte abusive de frais de protection, mais cette résistance se heurte aux violentes représailles des militants djihadistes. En décembre 2020, des villageois de Mogodyougou ont ainsi battu à mort deux percepteurs d'impôts de l'EIGS et, en représailles, l'EIGS a tué plus d'une douzaine de personnes.⁷⁸

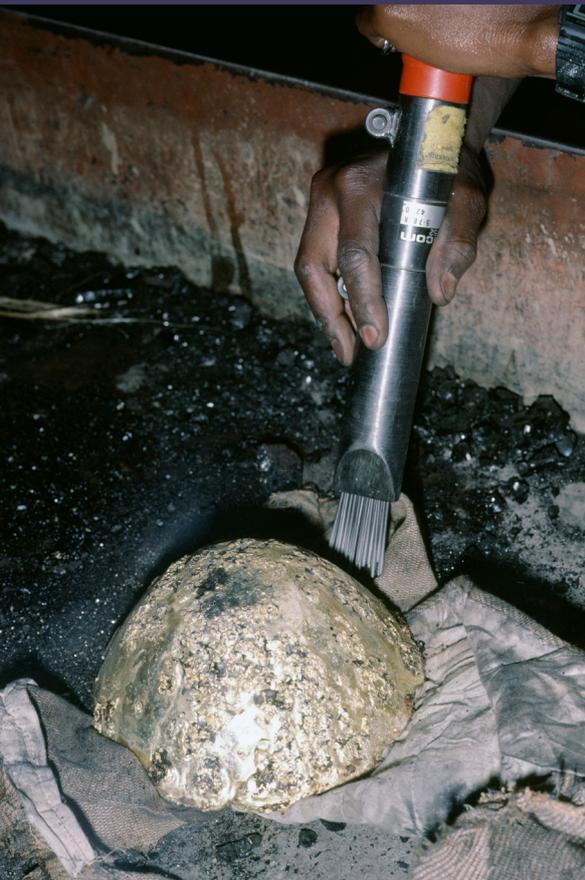
Au-delà du financement, dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, les sites aurifères peuvent également servir de terrains de recrutement et d'entraînement aux groupes djihadistes.⁷⁹ Au Burkina Faso, où les groupes djihadistes ont réussi à prendre le contrôle de sites d'extraction d'or, ils peuvent recruter de nouveaux membres et accéder à des matériaux explosifs.⁸⁰

Taxes et frais de protection : synthèse nationale

Burkina Faso : Des groupes djihadistes contrôleraient également des sites aurifères dans le nord du Burkina Faso, certains secteurs comme la ville de Goussourougou, dans le nord du pays, étant sous le contrôle des djihadistes. Selon un acheteur d'or de Ouahigouy, « là-bas, les règles de l'État ne s'appliquent pas, ce sont les règles des djihadistes qui s'imposent ». ⁸¹ D'après un nombre limité de déclarations, les djihadistes seraient directement impliqués dans le commerce de l'or. Autour de Djibo, au Sahel, les djihadistes achèteraient de l'or et fourniraient des fonds aux acheteurs pour qu'ils achètent de l'or en leur nom. ⁸²

Mali : Plusieurs sites d'extraction d'or dans les régions de Kidal et de Gao seraient directement contrôlés par la CMA, des éléments du groupe Plateforme et le JNIM, qui prélèvent tous une taxe auprès des mineurs en échange de l'accès sécurisé à divers sites. ⁸³ Des éléments associés à la fois au JNIM et à l'EIGS auraient ainsi été actifs dans la région sur le site aurifère I-N-Tillit-Nord, près de la frontière avec le Burkina Faso. ⁸⁴ Dans la région de Kidal, le contrôle des sites aurifères joue un rôle important dans le financement du conflit. L'enlisement du processus de paix et le retour limité des autorités de l'État malien, combinés au départ des troupes françaises en octobre 2021, ont permis à la CMA et au JNIM de jouir d'une autonomie de facto dans la région de Kidal. La CMA est le groupe dominant dans la région, le contrôle des mines d'or et les flux financiers qui en découlent étant considérés comme faisant partie intégrante du financement de la stratégie d'expansion du groupe. ⁸⁵ Sur les sites contrôlés par la CMA, les mineurs doivent payer une taxe en échange de leur protection, d'un accès à l'eau et à la nourriture, et du droit d'installer des campements sur les sites d'extraction d'or. Au cours de l'année 2021, le groupe serait désormais le plus puissant dans la majeure partie de la région de Kidal, à l'exception de certaines villes. ⁸⁶ Il ressort d'entretiens avec les parties prenantes actives dans le secteur aurifère de Kidal que le JNIM n'est pas présent sur les sites aurifères, mais qu'il tirerait des avantages financiers du secteur aurifère en raison de ses relations avec la CMA et de la fiscalité dans la région.

Niger : Les groupes djihadistes qui cherchent à exploiter le secteur de l'ASGM se sont également étendus au Niger, l'EIGS et le JNIM étant actifs dans la région de Tillabéri. ⁸⁷ Des djihadistes sont présents sur les sites d'extraction d'or dans les départements de Torodi et de Tera, où ils prélèvent notamment des taxes et exigent des frais de protection. ⁸⁸



Traitement de l'or au Burkina Faso. © DeAgostini/ Getty Images

Mercure, cyanure et explosifs

Le mercure, le cyanure et les explosifs jouent un rôle clé dans le secteur aurifère ouest-africain. Ils sont utilisés pour accéder aux gisements d'or et extraire l'or du minerai. Le Burkina Faso est une plaque tournante phare de ces chaînes d'approvisionnement régionales, de nombreux flux traversant le pays.⁸⁹ L'utilisation de produits chimiques, en particulier de mercure et de cyanure, pour traiter le minerai aurifère permet d'obtenir des taux de récupération d'or plus élevés, ce qui augmente la production d'or et les flux de revenus potentiels. Dans le nord du Mali, il semblerait que l'on utilise de plus en plus le cyanure, plus efficace que le mercure pour extraire l'or.⁹⁰ De même, selon le groupe d'experts des Nations unies sur le Mali, les groupes armés de Kidal ont forcé les populations locales autochtones autour d'Intahaka à adopter l'utilisation du mercure et du cyanure, ce à quoi s'opposait auparavant la population locale.⁹¹ Dans le nord du Mali, des acteurs du Niger, du Tchad et, dans une moindre mesure, du Soudan, sont fortement impliqués dans le traitement du cyanure.⁹²

Les explosifs étant également utiles aux groupes armés pour infliger des violences, l'acheminement d'explosifs vers les sites miniers permet aux groupes en conflit d'accéder aux explosifs et de former leurs recrues à leur utilisation.⁹³ Lors d'une opération menée en juin 2022 en Afrique occidentale et centrale, INTERPOL a saisi plus de 170 kilogrammes d'explosifs,⁹⁴ et, lors d'une opération menée en décembre 2020 en Afrique de l'Ouest et au Sahel, INTERPOL a saisi plus de 40 000 bâtons de dynamite, tous destinés à l'extraction d'or.⁹⁵

Entrelacement des réseaux criminels : convergence des activités illicites

Compte tenu de la présence d'acteurs des conflits sur les sites des mines d'or, les flux d'or et l'activité économique connexe peuvent se retrouver associés à des marchés illicites existants ou émergents, tels que celui du trafic de stupéfiants et de la traite des personnes. Les réseaux criminels jouent un rôle essentiel dans la propagation et la perpétuation de l'insécurité régionale à partir de plaques tournantes illicites, accroissant plus encore l'insécurité régionale. À Kidal, les équipements miniers seraient achetés grâce aux fonds générés par les marchés illicites, notamment l'argent de la drogue.⁹⁶ Le trafic de migrants, en particulier le transport de ressortissants maliens du sud du Mali vers l'Algérie, est également de plus en plus étroitement lié aux économies de l'ASGM dans les régions de Gao et de Kidal.

Kidal est une zone de transit clé pour le trafic de migrants, des réseaux basés à Gao et Tombouctou empruntant des itinéraires qui passent par la région de Kidal pour transporter les migrants vers l'Algérie.⁹⁷ Les groupes criminels s'appuient sur les flux migratoires vers les sites aurifères pour masquer les mouvements de migrants en situation irrégulière ou exploitent ces migrants qui deviennent victimes de la traite et du travail forcé.⁹⁸ Les groupes armés sont également réputés se livrer au recrutement et à la formation de personnes sur les sites aurifères.⁹⁹ Des rapports récents indiquent



que certains migrants transitant par Kidal ont été contraints de travailler sur divers sites d'extraction d'or.¹⁰⁰ Des cas de traite d'enfants contraints à travailler dans les mines d'or de Gao et de Kidal ont été signalés, une tendance exacerbée par les fermetures d'écoles imputables au conflit, à l'insécurité, à la Covid-19 et aux grèves des enseignants.¹⁰¹ Cependant, des entretiens plus récents avec des parties prenantes actives dans le secteur aurifère de Kidal indiquent qu'aucune femme ni aucun enfant n'est présent sur les sites aurifères. Il est donc nécessaire de poursuivre les recherches afin de déterminer l'ampleur potentielle du travail des enfants dans les mines d'or de la région.

Combattants de groupes armés à Ménaka, Mali, novembre 2020. © Souleymane Ag Anara/ AFP via Getty Images

Légitimité locale : milices identitaires et groupes d'autodéfense

Ces dix dernières années, les groupes d'autodéfense locaux et les milices identitaires en Afrique de l'Ouest ont augmenté en nombre et en force. Les milices identitaires sont des « groupes organisés autour d'une caractéristique collective commune (communauté, ethnie, région, religion ou, dans des cas exceptionnels, moyens de subsistance, etc.) ». ¹⁰² Ces groupes sont souvent appelés milices « tribales », « communales », « ethniques » ou « locales » et agissent dans le but d'atteindre des objectifs locaux. Elles sont également à la recherche de ressources, de pouvoir, de sécurité et de rémunération. Les groupes d'autodéfense et les milices peuvent combler les vides de gouvernance, offrant une sécurité précieuse en cas de manque de capacité et de volonté du gouvernement. Ces groupes peuvent cependant également exercer leur propre justice ou faire office d'« entrepreneurs violents », se livrant à des activités criminelles et imposant leur pouvoir par la violence. Les rôles et les activités des milices identitaires et des groupes d'autodéfense peuvent évoluer en fonction des dynamiques politiques et sécuritaires, notamment des menaces croissantes des acteurs étatiques et non étatiques.

Au Mali, au Burkina Faso, au Niger et dans le nord de la Côte d'Ivoire, les milices d'autodéfense et identitaires sont en lien direct avec le secteur aurifère, assurant la

sécurité des sites miniers et parfois des livraisons d'or, y compris sur des sites non autorisés. Compte tenu de la nature largement informelle et non autorisée de l'ASGM en Afrique de l'Ouest, les groupes peuvent en venir à être impliqués dans des réseaux illicites. Les Dozos, qui opèrent principalement dans le sud du Mali, le sud du Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire, et les Koglwéogo, qui opèrent principalement dans le nord et l'est du Burkina Faso, sont deux groupes d'autodéfense très présents dans le secteur de l'ASGM.¹⁰³

Les chefs des fraternités dozos sont considérés comme ayant des liens étroits avec les acteurs étatiques dans les régions où ils opèrent, et sont décrits comme des « milices soutenues par l'État » dans certains contextes.¹⁰⁴ Historiquement, les membres des fraternités dozos étaient principalement issus du groupe ethnique mandé, mais appartiennent désormais à divers groupes ethniques, dont les Peuls (également appelés Fulani).¹⁰⁵ Les dozos portent des armes de chasse traditionnelles de petit calibre, ainsi que de nombreuses amulettes censées les rendre invincibles. Dans le sud du Mali, les Dozos jouent un rôle clé dans la sécurisation des sites miniers aurifères et sont payés soit en espèces, soit avec une partie de l'or extrait.¹⁰⁶ Depuis plusieurs décennies, les Dozos sont employés par les Tomboloma, une police minière non officielle qui représente les chefs de village et les propriétaires des sites miniers, et qui est payée grâce aux taxes non officielles collectées auprès des mineurs.¹⁰⁷ Les Dozos sont également actifs dans les secteurs aurifères du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

Les groupes de Koglwéogo se sont formés sur le plateau Mossi dans les années 1990 en réponse à l'insécurité croissante et au manque de fiabilité des forces de sécurité. Depuis lors, les Koglwéogo se sont développés tant en nombre qu'en portée géographique, gagnant les régions du Centre, du Plateau-Central, du Centre-Nord, du Centre-Est et de l'Est avec le soutien des autorités locales traditionnelles. Les groupes locaux sont concentrés dans les petites villes et les zones rurales. Leurs rangs ont gonflé avec l'escalade de l'insécurité : en 2020, on estimait à 4 500 le nombre de groupes koglwéogo comptant jusqu'à 45 000 membres.¹⁰⁸ Les groupes koglwéogo jouissent également d'une grande légitimité communautaire et entretiennent des relations politiques, notamment avec les chefs coutumiers locaux. Le chef d'un groupe de Koglwéogo peut parfois également être chef du village.¹⁰⁹

Au Burkina Faso, le rôle des groupes d'autodéfense, dont les Koglwéogo, a été officialisé en 2020 par la création des VDP. Ces groupes constituent ainsi un maillon officiel de la sécurité de l'État, payé par l'État.¹¹⁰

Lutte contre le terrorisme : les groupes d'autodéfense collaborent avec les gouvernements

Les groupes d'autodéfense et les milices identitaires sont devenus des acteurs importants des stratégies antiterroristes en Afrique de l'Ouest, assurant la protection et la sécurité des communautés locales là où l'État n'est pas en mesure de le faire.¹¹¹ S'efforçant de sécuriser des territoires isolés, les gouvernements - qu'il s'agisse d'acteurs régionaux ou externes déployant des opérations de maintien de la paix - s'appuient de plus en plus sur les groupes d'autodéfense dans le cadre d'opérations de « contre-terrorisme » et de sécurité. En 2017, grâce à sa force de frappe postée dans le nord du Mali, la France a soutenu et coopéré avec le groupe d'autodéfense GAITA pour combattre les groupes djihadistes.¹¹² Dans la région de Sikasso au Mali, les Dozos sont sollicités par les autorités pour signaler rapidement toutes menaces terroristes.¹¹³ Dans la région Centre-Nord du Burkina Faso, les Koglwéogo participent dans une large mesure à la lutte contre le terrorisme aux côtés des autorités.¹¹⁴

L'implication des groupes d'autodéfense et des milices identitaires dans les opérations antiterroristes met leurs membres en grand danger, d'autant plus qu'ils sont généralement mal équipés et peu soutenus par l'État. Les Koglwéogo sont une cible d'autant plus importante des attaques djihadistes qu'ils prennent part aux efforts de lutte contre le terrorisme de l'État et rivalisent avec lui pour le contrôle et la taxation des sites d'extraction d'or au Burkina Faso. Le taux élevé de décès au sein des VDP, principalement composés de Koglwéogo, souligne la place prépondérante qu'occupent les volontaires sur les lignes de front de la lutte contre

les groupes djihadistes. En juin 2021, 66 VDP avaient été tués dans des attaques de groupes djihadistes, contre 15 membres des forces armées régulières.¹¹⁵ Des dizaines de VDP ont été tués depuis juin 2021, dont 41 membres des VDP au cours d'une seule et même attaque dans la province de Loroum, dans la région du Nord, en décembre 2021.¹¹⁶

Conséquences inattendues : « Entrepreneurs violents » et milices autoproclamées

La montée en puissance des groupes d'autodéfense a eu d'autres conséquences inattendues, notamment la transformation de certains groupes en « entrepreneurs violents » de type mafieux et l'augmentation des milices autoproclamées. Le terme « entrepreneur violent » fait référence à l'utilisation de la violence organisée pour atteindre des objectifs sociaux, financiers ou politiques.¹¹⁷ Dans le secteur de l'or, cela se manifeste souvent par le fait que des groupes extorquent les mineurs pratiquant l'ASGM en exigeant d'eux le versement de fonds en contrepartie de leur protection.

La politisation des milices identitaires et leur implication dans des stratégies sécuritaires plus larges augmentent le risque de les voir se transformer en groupes de type mafieux qui opèrent comme des entrepreneurs violents, comme on peut l'observer dans le nord de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. Les groupes dozos du sud du Mali et du Burkina Faso, qui conserveraient des rôles et des activités traditionnels, n'ont pas autant fait de la violence et de la sécurité dans les mines d'or un commerce. Compte tenu de la diversité des groupes, des analyses plus ciblées sont cependant nécessaires pour évaluer dans quelle mesure les différents groupes peuvent ou non se transformer en entrepreneurs violents.

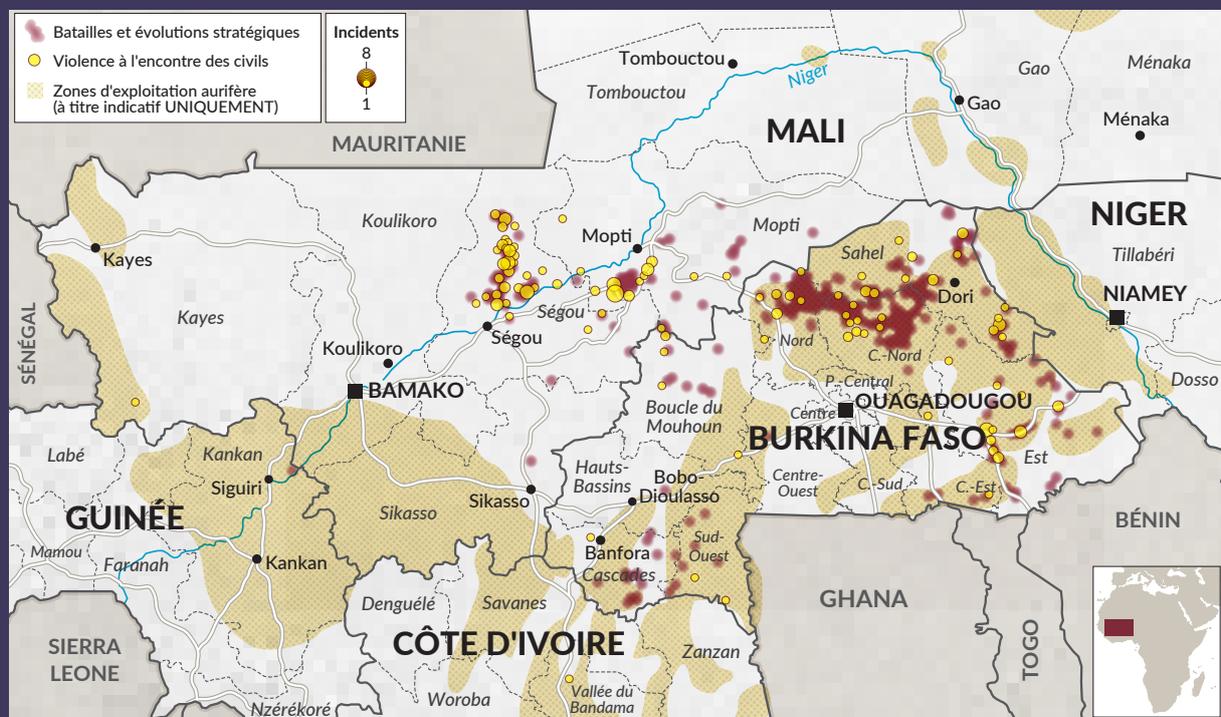


FIGURE 3 Incidents violents impliquant des Dozos, Koglweogo et VDP, janvier 2020-septembre 2022.

SOURCE : ACLED, données de l'auteur

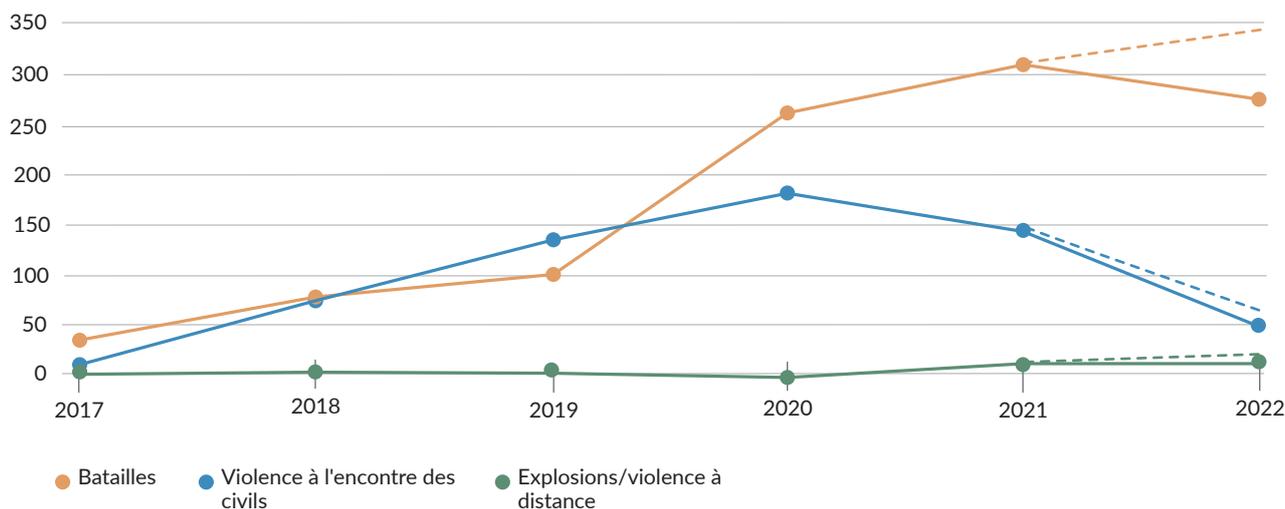


FIGURE 4 Actes violents impliquant des milices communales, mars 2020-mars 2021.

SOURCE : ACLED

Les milices identitaires et les groupes d'autodéfense pratiquent également leur propre justice. L'un des nombreux derniers exemples en date remonte à début 2019 dans la zone d'exploitation aurifère de Kangaba, dans la région de Koulikoro au Mali, où des Dozos ont tué plusieurs individus soupçonnés de banditisme.¹¹⁸ Dans le nord de la Côte d'Ivoire, les Dozos fortement impliqués dans le secteur aurifère sont décrits comme « se livrant à des actes de violence », tels que des emprisonnements forcés, des passages à tabac ou des intimidations.¹¹⁹ Les groupes de Koglwéogo font également de plus en plus justice eux-mêmes au Burkina Faso, poursuivant les criminels et les bandits, ainsi que les djihadistes, et infligeant parfois des châtiments violents.

La justice auto-proclamée peut revêtir une composante ethnique et exacerber les tensions locales. Au Burkina Faso, le lancement du programme VDP a encore aggravé le conflit, les tensions ethniques préexistantes s'ajoutant aux problématiques politiques et économiques des acteurs du conflit dans l'est et le nord du pays. Bien que ni le JNIM ni les groupes koglwéogo ne soient des groupes fondés sur l'ethnie, ils sont perçus comme servant les intérêts de certains groupes ethniques. Le recrutement de Koglwéogo semble se faire massivement en faveur des membres sédentaires et influents de la population et discriminer les pasteurs et les nomades qui n'entretiennent pas autant de liens avec les villages et les autorités villageoises.¹²⁰ Ainsi, les Koglwéogo sont perçus par certains comme protégeant les intérêts des Mossi. Parallèlement, le JNIM a exploité les griefs des pères peuls pour recruter des membres, favorisant l'émergence de stéréotypes associant l'ethnie peule à l'appartenance à un groupe armé. Les pasteurs peuls ont été les victimes fréquentes des attaques des VDP, et les

tensions entre les groupes ethniques se sont intensifiées dans certaines communautés.¹²¹ Les données relatives aux attaques perpétrées par les VDP ont montré que 89 % de celles menées à l'encontre des civils en 2020 ont visé des civils peuls.¹²²

Certains groupes de Koglwéogo comptant des éléments peuls et membres de ces groupes d'origine peule ont cependant à leur actif des expériences positives, témoignant de la diversité des groupes d'autodéfense et de la nécessité d'une analyse nuancée. Un Peul d'un groupe de Koglwéogo de la région des Hauts-Bassins a ainsi rapporté que le village avait décidé de former ce groupe d'autodéfense en raison du taux élevé de vols et de l'inaction de l'armée et de la police. Le mouvement comprend des éléments de tous les groupes ethniques du village. Selon ce membre, chargé de la surveillance des mines d'or et du commerce local, les mineurs soutiennent le groupe, lui offrant notamment occasionnellement des sacs de minerai à traiter.¹²³

Depuis 2016, l'expansion des comités de vigilance dans la région de Tillabéri au Niger a aggravé les tensions ethniques locales.¹²⁴ En 2017, la bande frontalière entre les régions de Tillabéri et Tahoua au Niger et la région de Ménaka au Mali ont connu l'une des périodes les plus intenses de violence entre communautés pastorales. En 2018, le conflit s'est intensifié lorsque le Niger a confié la sécurité de la zone frontalière à des groupes d'autodéfense basés au Mali, avec lesquels les forces françaises se sont engagées dans une alliance ad hoc. La violence a pris des dimensions de plus en plus intercommunales et interethniques, offrant un terrain propice à l'exploitation des griefs par l'EIGS et à la mobilisation d'un plus grand nombre de recrues et de militants.¹²⁵

Le règne de la suprématie : le cas de Dozos dans le nord de la Côte d'Ivoire



Rassemblement de Dozos venus soutenir un leader de l'opposition à Bouaké, en Côte d'Ivoire. © Issouf Sanogo/AFP via Getty Images

Dans le nord de la Côte d'Ivoire, les Dozos sont décrits comme « régnant en maîtres sur les sites d'orpaillage »,¹²⁶ les mineurs rapportant que les Dozos sont les seuls groupes armés présents sur les sites aurifères.¹²⁷ Les Dozos recevraient une contrepartie pour chaque gramme extrait (250 à 500 FCFA par gramme), ainsi que des commissions fixes pour chaque puits creusé sur site, à certains endroits.¹²⁸

Les Dozos sont étroitement liés à l'ASGM en Côte d'Ivoire depuis le lancement de cette activité dans le nord du pays en 2002. Pendant la crise politique de 2002 à 2011, l'extraction et le commerce de l'or se sont transformés en opérations criminelles organisées. À cette époque, les Dozos étaient associés et combattaient régulièrement aux côtés du groupe rebelle des Forces Nouvelles (FN) et, plus tard, des Forces Armées des Forces Nouvelles, créées en mars 2011 par le Président Alassane Ouattara. Les Dozos sont accusés d'avoir commis de graves atteintes aux droits humains au cours de cette période, notamment des meurtres arbitraires et délibérés et des actes de torture et de mauvais traitements.¹²⁹ Si le conflit politico-militaire a pris fin en 2011, l'ASGM s'est poursuivie dans la région du nord et constitue la principale activité économique de certaines communautés.

Aujourd'hui répandus et omniprésents dans le nord de la Côte d'Ivoire, les Dozos sont fortement impliqués dans la sécurisation des sites miniers aurifères. Ils font apparemment respecter la volonté du plus offrant et ont recours à la violence pour asseoir leur autorité.

Des châtiments violents seraient appliqués en cas de vol, d'agression ou de délit commis autour et sur les sites d'orpaillage. Les récidivistes seraient exécutés sommairement puis enterrés dans la brousse. Au nombre des infractions figurent le refus de payer les taxes imposées par le chef de terre sur l'activité d'extraction et de production de l'or. Dans certains cas, il suffirait qu'une personne fortunée dépose plainte en lien avec un paiement pour que les Dozos agissent.¹³⁰ Dans d'autres cas, les Dozos se seraient transformés en milices armées, financées par certains dirigeants politiques et leur rendant des comptes, assurant les missions traditionnelles de sécurité et de défense dévolues aux militaires, policiers et gendarmes.

D'aucuns affirment aussi dans le nord de la Côte d'Ivoire que tous les Dozos ne sauraient être tenus pour responsables de la mauvaise conduite d'une poignée d'individus. De fait, certains individus se feraient passer pour des Dozos afin d'extorquer de l'argent aux mineurs et aux commerçants. Les groupes dozos tentent de se préserver de ces manipulations en imposant l'utilisation de cartes d'identité.¹³¹

Depuis 2021, les Dozos ont également été chargés de sécuriser les sites miniers abandonnés dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, suite aux mesures gouvernementales visant à lutter contre l'exploitation minière illicite dans la région. Il est donc possible que les Dozos eux-mêmes se livrent à des activités d'extraction clandestine d'or dans la région. Une enquête et un suivi supplémentaires s'imposent pour confirmer ou infirmer ce risque.¹³²

Quand la protection devient mortelle : l'exemple des groupes dozos et koglwéogo au Burkina Faso

Au Burkina Faso, les Dozos et les Koglwéogo sont davantage présents dans la sécurisation des sites aurifères depuis l'éviction de Compaoré en 2014. Les acteurs locaux, tels que les comités miniers et les propriétaires de puits, collaborent directement avec les Dozos pour assurer la protection des sites aurifères. De même, les Koglwéogo sont devenus des éléments clés de la gouvernance et de la sécurité dans le secteur de l'ASGM dans les régions où ils sont actifs. Dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est, les Koglwéogo sont employés par les propriétaires de mines ou les comités comme agents de sécurité sur les sites d'ASGM, effectuant des opérations de sécurité dans les mines et procédant à des arrestations.¹³³ La protection des sites aurifères dans l'environnement sécuritaire actuel du Burkina Faso peut être associée à un risque de mort. L'attaque de juin 2020 contre la mine d'or de Solhan a visé le siège des VDP chargés de la protection du site, suite à l'arrestation de deux orpailleurs soupçonnés d'appartenir à des groupes terroristes.¹³⁴

Certains groupes de Koglwéogo sont soupçonnés d'être associés à des comptoirs privés qui cherchent à garder le contrôle du commerce illégal de l'or au Burkina Faso.¹³⁵ La prise de possession illégale de sites aurifères a alimenté la violence et les conflits dans certains cas. En 2015, un groupe de Koglwéogo de la province du Soum aurait ainsi sécurisé des sites aurifères appartenant à un fonctionnaire de l'ancienne élite dirigeante. Cela aurait déclenché une série d'événements qui auraient conduit à un conflit entre les Koglwéogo et Oumy Boly, futur chef militaire d'Ansar Al-Islam.¹³⁶ De 2016 à 2017, dans le Soum, les combattants d'Ansar Al-Islam se sont violemment heurtés aux groupes de Koglwéogo en vue du contrôle des sites miniers aurifères, notamment dans la région de Kéréboulé. Les orpailleurs auraient soutenu les djihadistes contre les Koglwéogo, qui s'étaient emparés du site de Kéréboulé en 2016.¹³⁷

L'expansion des Koglwéogo dans le sud du Burkina Faso a suscité l'opposition des groupes dozos.¹³⁸ Dans la région des Hauts-Bassins, par exemple, les tentatives depuis 2015 de mettre en place des groupes de Koglwéogo ont provoqué une résistance farouche de la part des Dozos, et des affrontements occasionnels, notamment à Solenzo et Karankasso-Vigué.¹³⁹

Menaces sécuritaires émergentes en Afrique de l'Ouest et au-delà

Si le sud du Mali, le sud du Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire n'ont pas connu les mêmes niveaux de violence que les autres régions du Mali et du Burkina Faso, ces régions sont confrontées à des menaces croissantes sur le plan de la sécurité.

On observe une augmentation de l'activité djihadiste dans les régions maliennes de Kayes et de Sikasso depuis 2020, même si cette activité reste faible par rapport à celle des régions du centre et du nord du pays.¹⁴⁰

Depuis fin 2018, des djihadistes tenteraient par ailleurs d'étendre leur présence et d'établir des bastions dans les régions des Hauts-Bassins, des Cascades et du Sud-Ouest du Burkina Faso.¹⁴¹ Après une accalmie temporaire en 2020, on enregistre une augmentation des attaques depuis fin 2021. Les difficultés économiques, l'insécurité alimentaire et la concurrence pour les ressources en terre et en eau ont contribué à une augmentation parallèle de la criminalité armée et de la violence intercommunautaire dans les provinces. La grande majorité des habitants de la région vivent d'une agriculture de subsistance. Or, la diminution des précipitations due au changement climatique rend la pratique de l'agriculture de plus en plus difficile. Le secteur de l'or est de fait un moyen de subsistance de plus en plus attrayant et important dans la région.¹⁴²

Côté ivoirien de la frontière, une série d'attaques ont par ailleurs été lancées contre des postes militaires, notamment à Kafolo et Kolobougou, depuis 2020. Le gouvernement a multiplié les actions de surveillance et d'expulsion, ainsi que les mesures de lutte contre le trafic illicite et l'orpaillage, en particulier dans les régions de Téhini, Doropo, Bouna et dans le parc national de la Comoé.¹⁴³ Si le parc abrite une flore et une faune extrêmement variées, il est également réputé posséder d'importantes réserves d'or.¹⁴⁴

Bien que les groupes djihadistes opèrent de plus en plus dans les régions mises en évidence, rares sont les déclarations, qui restent en tout état de cause à vérifier, selon lesquelles ils contrôlent des sites miniers ou tirent des profits notables du secteur aurifère dans ces zones. Le faible soutien des populations locales et la présence de Dozos sont les deux raisons pour lesquelles les djihadistes rencontrent des difficultés pour établir des bases dans les régions du sud du Mali et du Burkina Faso.¹⁴⁵ Si les opérations d'ASGM peuvent se poursuivre, les mineurs et les communautés locales ne sont guère incités à s'allier aux djihadistes car cela ne pourrait que leur causer des ennuis. Cela souligne le rôle important que jouent le secteur aurifère et l'accès aux sites miniers dans l'apaisement ou l'alimentation des griefs communautaires et individuels. Les autorités gouvernementales doivent faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de droits fonciers et miniers afin d'éviter d'alimenter les griefs.

L'ASGM et les droits miniers doivent être au centre des programmes de stabilisation dans ces régions. C'est là un élément clé pour marginaliser les délinquants les plus dangereux et les plus nuisibles tout en évitant d'augmenter involontairement les obstacles à l'entrée des acteurs informels dans le secteur formel.¹⁴⁶ Il faut éviter les récits sur « l'or de la guerre », en particulier lorsqu'il n'existe aucune preuve actuelle que des parties prenantes au conflit contrôlent des sites aurifères ou tirent profit de ce secteur. Les décideurs politiques doivent tout au contraire prendre sérieusement en compte les implications en termes de sécurité et les autres dimensions d'un contexte fragile afin d'éviter d'exacerber les griefs communautaires et une situation sécuritaire déjà précaire. Il sera utile de mettre en place des mécanismes de désescalade et de résolution des conflits et de renforcer la résilience des communautés.¹⁴⁷

Région du Tibesti, au nord du Tchad

La région du Tibesti, au nord du Tchad, est également fortement impactée par le trinôme or, conflits et criminalité. Kouri Bougoudi, le plus grand site aurifère de la région du Tibesti, connaît régulièrement des flambées de violence dues à des sources profondes de tensions entre groupes ethniques, à des griefs politiques et à la lutte pour s'emparer des ressources. Le secteur aurifère du Tibesti représente une menace croissante pour la sécurité, des rebelles tchadiens basés en Libye partageant des liens communautaires et politiques avec des groupes impliqués dans l'extraction d'or, et la région enregistrant une concentration d'acteurs criminels armés. Dans le même temps, l'extraction d'or à Kouri Bougoudi est également une source de moyens de subsistance essentielle et de perspectives économiques pour les populations locales dans une région par ailleurs marginale et appauvrie.¹⁴⁸

L'évolution des événements dans la région du Tibesti met en évidence plusieurs thèmes clés : la politique gouvernementale qui alimente les griefs et accroît la fragilité, l'importance de l'or en tant que moyen de subsistance local, l'émergence de groupes d'autodéfense et le renforcement des réseaux régionaux de crime organisé.

2012 : émergence de l'instabilité

Après l'annonce de découvertes d'or à la mi-2012, la ruée vers la région du Tibesti a déclenché de violentes tensions entre les communautés locales Tebu et les chercheurs d'or venus de l'extérieur de la région.¹⁴⁹ Les Tebu ont eu le sentiment d'être envahis suite aux migrations massives vers la région et ont perçu l'attitude passive des autorités comme un signe de complicité avec les orpailleurs. La méfiance s'est avérée d'autant plus vive que de nombreux chercheurs d'or nouvellement arrivés appartenaient au groupe ethnique du président de l'époque, Idriss Déby, exacerbant les tensions intercommunautaires préexistantes et alimentant l'hostilité locale envers les autorités tchadiennes.¹⁵⁰

En 2018, un comité d'autodéfense s'est formé pour représenter les habitants de Miski, affirmant que les habitants continueraient à se battre pour empêcher le gouvernement de s'emparer de ce qu'ils considèrent comme leur or.¹⁵¹ En réponse, l'État tchadien a effectué des frappes aériennes et a bloqué l'accès à la zone. Miski a de ce fait connu de lourds affrontements qui ont duré jusqu'à fin 2019, date à laquelle un accord a été signé pour assurer une exploitation plus consensuelle des ressources aurifères. En septembre 2020, le comité d'autodéfense de Miski s'est toutefois retiré de l'accord et, en octobre 2020, le gouvernement tchadien a ordonné la fermeture des exploitations aurifères illicites et l'expulsion des orpailleurs illégaux.¹⁵²

Le financement des conflits contribue également à l'instabilité. Le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad (FACT) et le Conseil de Commandement Militaire pour le Salut de la République (CCMSR) constituent actuellement les principaux groupes rebelles tchadiens. Ces groupes rebelles ont des liens étroits avec l'exploitation artisanale d'or, ainsi qu'avec la traite des êtres humains, le trafic de stupéfiants et d'armes dans la région.¹⁵³ Le FACT, composé en grande partie de Tebu, est principalement basé en Libye depuis sa création en 2016.¹⁵⁴ En avril 2021, le FACT a fait irruption au Tchad par sa frontière nord avec la Libye et a effectué la plus grande incursion rebelle dans le pays depuis 2008. Les combattants du FACT ont pris le contrôle des villes clés de la région, les affrontements qui s'en sont suivis ayant entraîné la mort du président Déby.¹⁵⁵

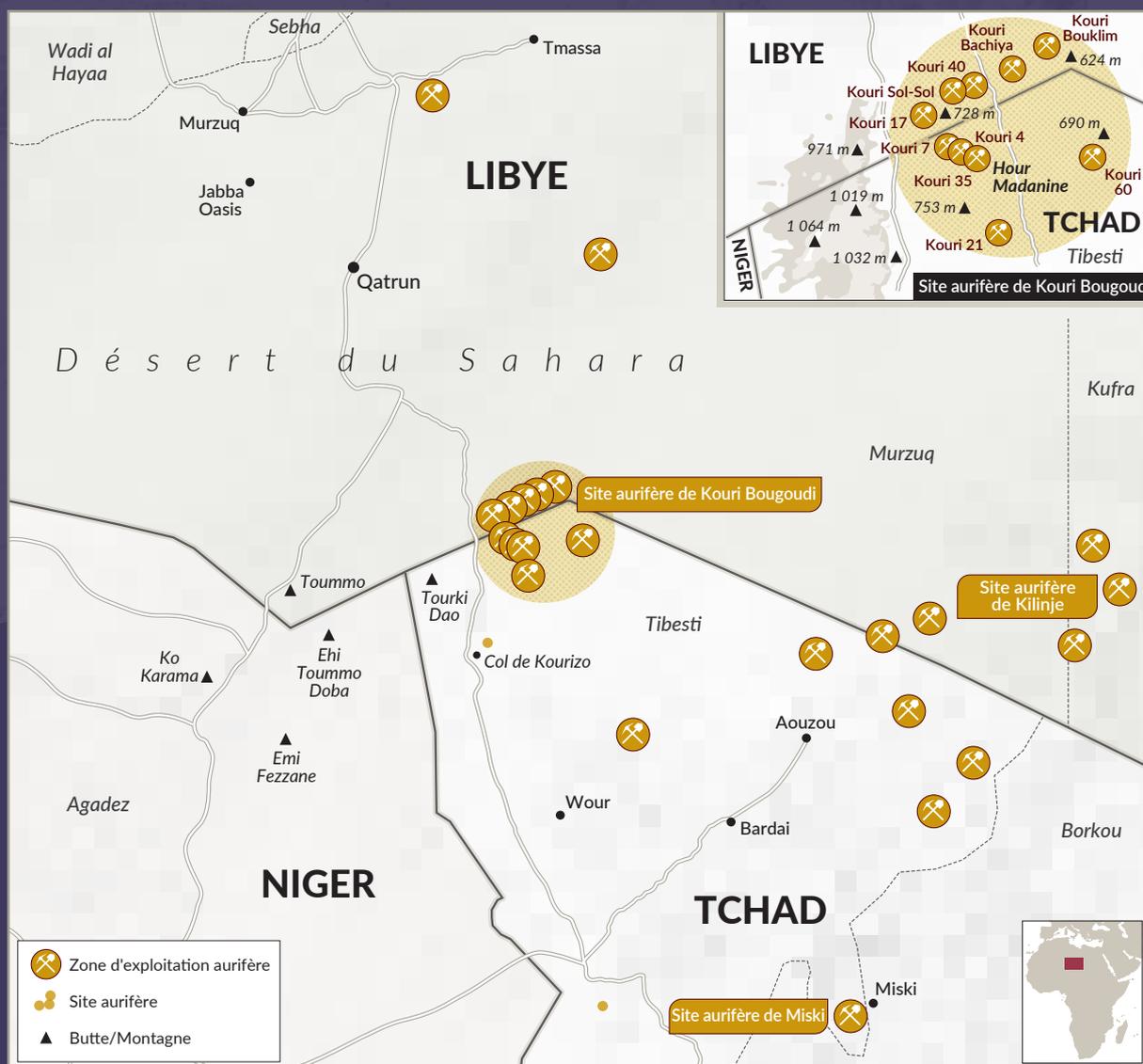


FIGURE 5 Zones d'exploitation aurifère dans le nord du Tchad.

SOURCE : GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in West Africa, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.

En mai 2022, le gouvernement tchadien a indiqué que les combats entre mineurs avaient fait une centaine de morts, mais les circonstances de cet événement restent floues. En réponse, l'État a suspendu toutes les activités d'extraction d'or à Kouri Bougoudi.¹⁵⁶

Le grand nombre de jeunes hommes économiquement vulnérables offre également aux groupes armés de nombreuses possibilités de recruter de nouveaux membres. Dans le même temps, le secteur de l'or fournit également des moyens de subsistance à de jeunes hommes qui pourraient autrement être tentés de rejoindre des groupes armés ou de s'associer à des formes plus violentes d'activité criminelle. Le FACT et le CCMSR ont adopté un système de « comité » (*lajna* en arabe) pour collecter des fonds et recruter de nouveaux combattants sur les sites aurifères. Les déplacements sont généralement organisés par des contacts sur les sites aurifères, contacts qui repèrent les recrues potentielles et évaluent leur intérêt. Une fois qu'il y a suffisamment de recrues intéressées, les membres du comité se rendent sur les sites aurifères du Sahel-Sahara, jusqu'à Tchibarakatene et Djado au Niger, pour interviewer les recrues potentielles. Ils emmènent ensuite les membres enrôlés vers le sud de la Libye (généralement Sebha ou Jufra).¹⁵⁷

Plaque tournante de la criminalité

Kouri Bougoudi est une importante plaque tournante régionale pour les groupes armés polycriminels impliqués dans la contrebande de carburant et de denrées alimentaires de base, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le banditisme armé. La demande d'armes au sein des réseaux criminels et de la communauté des chercheurs d'or a augmenté sur les sites aurifères en réponse à l'insécurité et à la criminalité croissantes.¹⁵⁸ L'augmentation marquée du nombre de combattants tchadiens au chômage, en raison du processus de paix libyen, a encore renforcé l'insécurité au Sahel. En quête de nouvelles sources de revenus ou désireux de consolider celles qui existent déjà, les combattants tchadiens ciblent de plus en plus les économies et les flux criminels dans la région, notamment les chaînes d'approvisionnement en or, ce qui, avec le temps, pourrait entraîner le déplacement progressif de l'épicentre du crime organisé du sud de la Libye vers la région du Tibesti.¹⁵⁹

Kouri Bougoudi est également un important point de transit pour le trafic d'êtres humains, les migrants se rendant dans le nord du Tchad pour y travailler sur les sites aurifères avant de poursuivre leur périple vers la Libye ou l'Europe¹⁶⁰. L'absence de réglementation ou d'application de la loi sur les sites aurifères de Kouri Bougoudi expose les migrants, en particulier ceux qui voyagent à crédit, à un risque majeur de traite des êtres humains et de travail forcé. De nombreux passeurs de migrants ont endossé le rôle de recruteurs dans les mines de tout le pays, offrant aux mineurs potentiels la possibilité de voyager à crédit. Les passeurs sont ensuite payés par les propriétaires des sites aurifères, qui emploient les mineurs comme main-d'œuvre sous contrat, exigeant d'eux qu'ils remboursent leurs frais de transport avant de pouvoir commencer à gagner un salaire. Ces accords de travail relèvent souvent de l'exploitation, les travailleurs étant échangés entre les propriétaires de sites aurifères.¹⁶¹

Flux d'or en provenance du Tibesti

L'or de la région du Tibesti est transporté soit au sud vers N'Djamena, soit au nord vers la Libye. En Libye, les forces armées arabes libyennes contrôlent les principales villes où se pratique le commerce de l'or. En 2017, fort de la présence de négociants venus de Benghazi, Tripoli et Dubaï, Qatrun, dans le sud de la Libye, est devenu le plus grand centre de commerce de l'or, devant Sabha. Selon des études antérieures, les EAU étaient la destination finale des flux d'or en provenance de la région du Tibesti.¹⁶² En 2016, les Émirats arabes unis ont importé 81 tonnes d'or de Libye, faisant du pays la principale source d'or africaine cette année-là. Les exportations ont diminué depuis, les EAU ne déclarant que 2,4 tonnes d'importations officielles d'or en 2021. Ces chiffres sont susceptibles d'inclure l'or extrait à Kouri Bougoudi.¹⁶³ Des données commerciales plus récentes indiquent que l'or circule également de la Libye vers la Turquie, qui pourrait désormais être une destination majeure.¹⁶⁴ L'or est également utilisé comme monnaie d'échange sur les sites aurifères pour acheter des fournitures essentielles, notamment de la nourriture, de l'eau et des équipements, ou des produits illicites tels que stupéfiants et armes.¹⁶⁵



CHAÎNES D'APPRO- VISIONNEMENT

Boutique d'or à Dubaï. La ville est un marché de destination prisé de l'or extrait en Afrique de l'Ouest.

© [berni0004shutterstock](#)



Les réseaux de criminalité organisée transnationale jouent un rôle essentiel dans la spirale descendante de la fragilité, de l'insécurité et des conflits dans les régions productrices d'or. Les acteurs de haut rang qui sont les plus influents et qui bénéficient le plus des marchés illégaux de l'or sont souvent basés dans les centres régionaux du commerce et de l'exportation, loin des sites miniers touchés par les conflits. Si les chaînes d'approvisionnement en or peuvent suivre de nombreux itinéraires depuis les sites miniers d'Afrique de l'Ouest, l'or se concentre de plus en plus à proximité des pôles d'exportation régionaux. Le commerce de l'or lie les intérêts des acteurs situés au cœur de l'État à ceux des acteurs gravitant à la périphérie géographique et gouvernementale. Il est donc important de cartographier les chaînes d'approvisionnement, les flux financiers et les réseaux qui relient les sites miniers aux pôles régionaux du transit et du commerce afin d'identifier les points de pression où les interventions visant à réduire la criminalité et les conflits peuvent être les plus efficaces.

Pôles régionaux : Bamako et Conakry

Bamako est une plaque tournante régionale dominante qui a toujours offert des conditions d'exportation d'or plus favorables que ses voisins, attirant l'or extrait dans le pays ainsi que celui des pays voisins.¹⁶⁶ Bamako abrite également un important marché de l'or, dont les acheteurs sont riches et possèdent beaucoup de liquidités (argent liquide). Bamako abriterait près de 140 *comptoirs*, mais très peu sont officiellement enregistrés, ce qui facilite le blanchiment de l'or dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les prix de l'or au Mali seraient égaux ou supérieurs à ceux proposés ailleurs en Afrique de l'Ouest.

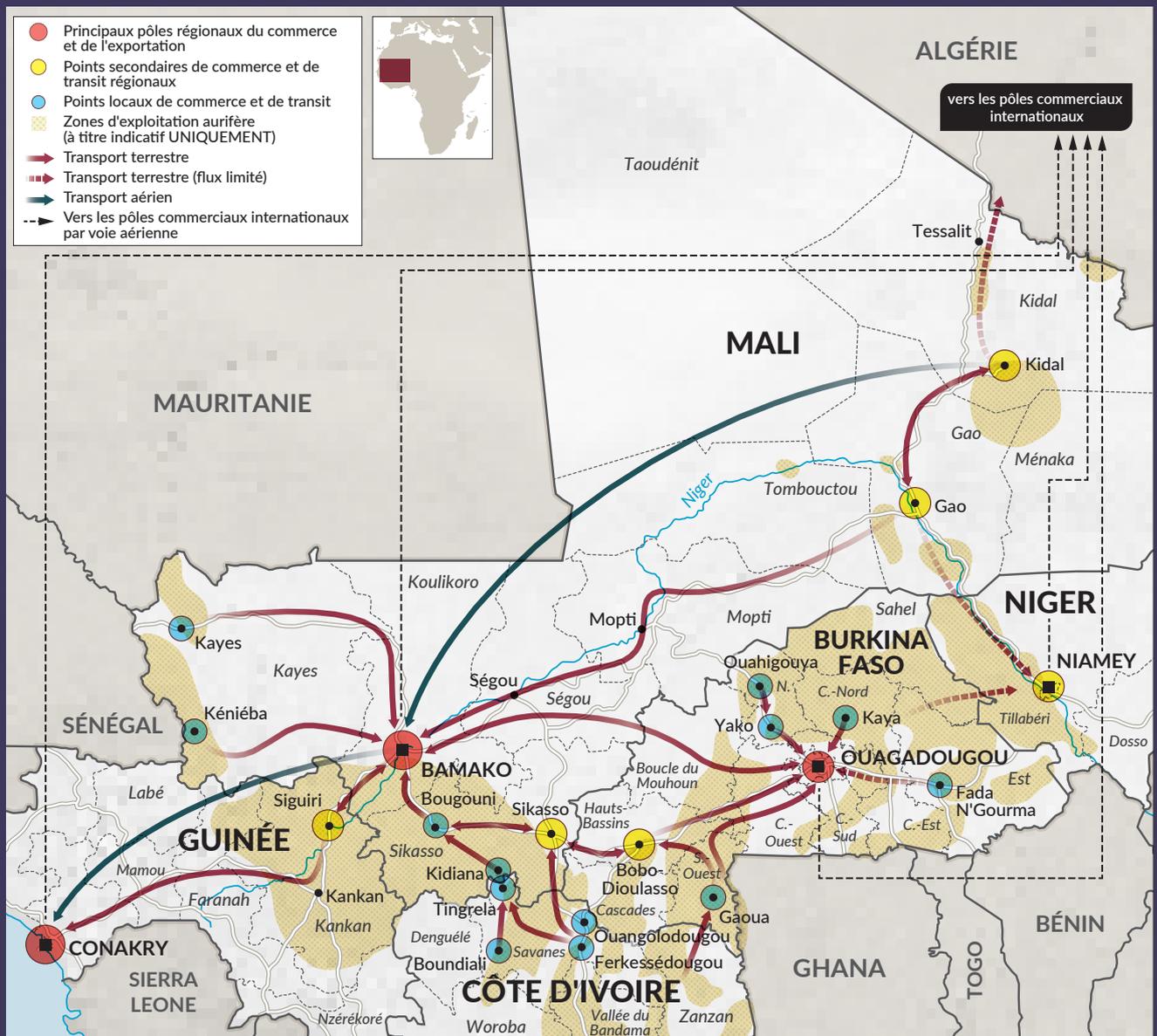


FIGURE 6 Chaînes d'approvisionnement de l'or en Afrique de l'Ouest.

D'importants flux d'or ont également été signalés entre le Mali et la Guinée. Les flux vers la Guinée sont alimentés par la demande des acheteurs de Conakry qui commandent de grandes quantités d'or à leurs homologues maliens. Des politiques monétaires et fiscales favorables font également de la Guinée une destination attrayante pour les exportations - la Guinée prélève une taxe de 0 % sur les exportations d'or. Les différences de taux de change alimentent cependant également les flux d'or en sens inverse. Les négociants guinéens qui veulent tirer parti de taux de change avantageux peuvent venir vendre leur or aux négociants en or de Bamako en échange de dollars américains.¹⁶⁷ Avant de retourner en Guinée, ils échangent les dollars américains contre des francs CFA, puis contre des francs guinéens, réalisant un petit bénéfice à chaque échange. L'or extrait dans l'est de la Guinée serait également transporté à Bamako pour y être vendu en raison de la proximité du pays - trois à quatre heures de route depuis des pôles commerciaux locaux tels que Siguiri.¹⁶⁸

De Bamako, la majeure partie de l'or ferait l'objet d'un trafic vers Dubaï. Les procédures d'exportation officielles exigent que les négociants en or déclarent les exportations d'or aux autorités douanières. Dans les faits, pour éviter les taxes, très peu de négociants déclarent le montant total de leurs exportations d'or, lesquelles sont largement sous-évaluées. Une pratique courante consiste pour les acheteurs d'or à utiliser les bénéfices tirés de l'or pour acheter des biens à Dubaï, qu'ils importent ensuite au Mali. Cette pratique permet aux commerçants d'éviter de courir le risque de se déplacer avec de l'argent liquide, d'éviter également les procédures de rapatriement et les pertes liées au taux de change tout en générant des revenus supplémentaires.¹⁶⁹

Les récents bouleversements politiques au Mali semblent avoir eu peu d'impact sur la contrebande d'or. Malgré le changement de gouvernement et le remplacement des fonctionnaires des douanes, la corruption facilite toujours la contrebande d'or depuis l'aéroport de Bamako. Plusieurs compagnies aériennes desservent encore Bamako, offrant des possibilités de transport vers Dubaï, ainsi que des vols directs vers la Turquie, autre destination présumée des flux d'or illicites. Selon un agent de sécurité, certains négociants en or connus font des voyages réguliers tous les quinze jours, emportant avec eux de l'or destiné à Dubaï.¹⁷⁰

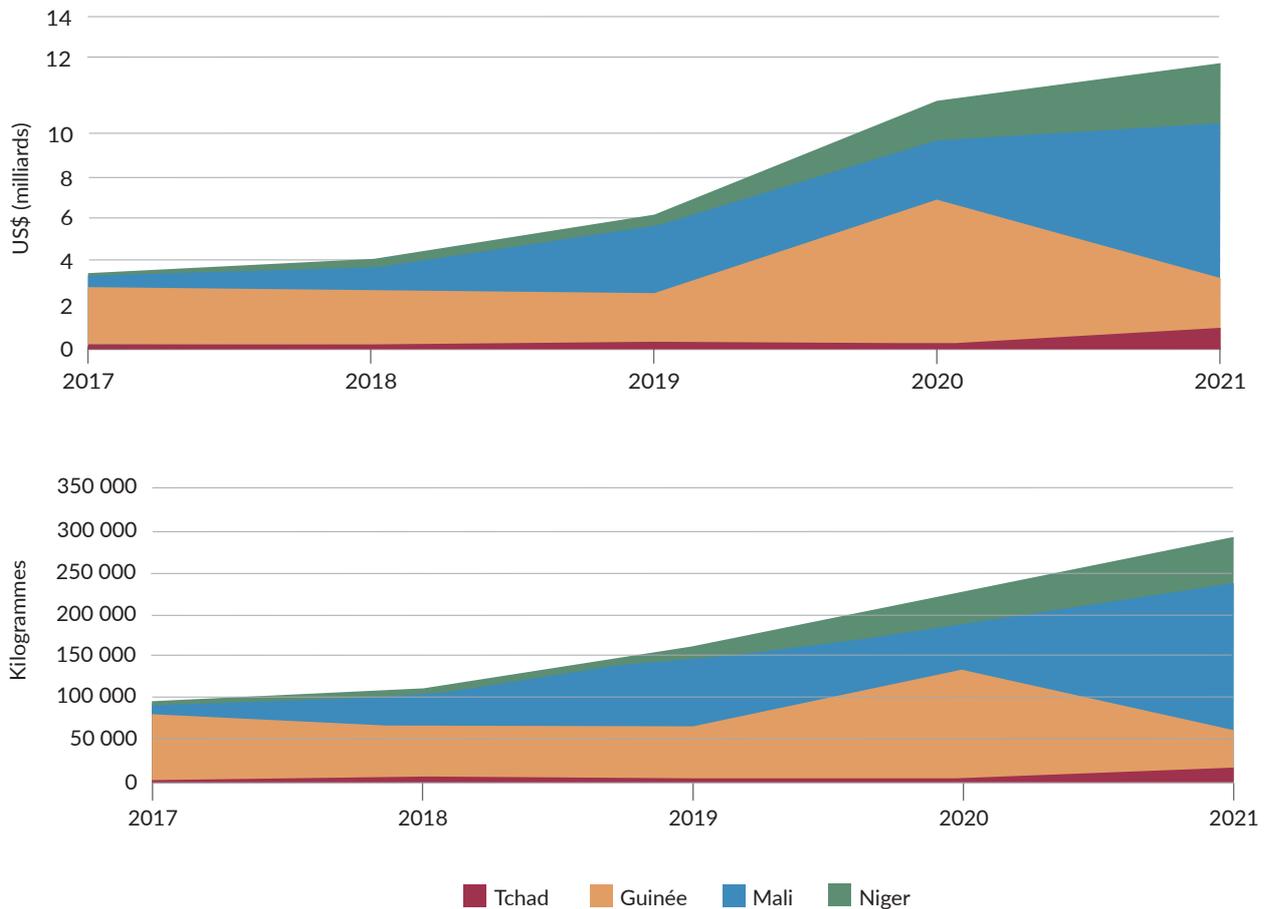


FIGURE 7 Importations d'or aux EAU en provenance d'Afrique de l'Ouest, 2011-2020 (en valeur et en poids).

SOURCE : Comtrade de l'ONU

Prix de l'or

Les prix de l'or sur les sites miniers du Mali et du Burkina Faso sont relativement élevés, généralement de l'ordre de 80 à 95 % du cours au comptant mondial. En février 2022, les prix de l'or dans le nord de la Côte d'Ivoire (15 000 FCFA par gramme) étaient nettement inférieurs à ceux du Mali (30 000–45 000 FCFA par gramme), alimentant les flux d'or illicites du pays vers Bamako. Difficile dans ces conditions pour les acheteurs d'or officiels de concurrencer le marché illicite. Un acheteur d'or burkinabé a ainsi déclaré que le prix de l'or sur le marché local était de 35 000 FCFA le gramme contre 25 000 FCFA le gramme d'or proposé par l'ANEEMAS. Le prix réellement payé pour l'or peut être largement inférieur car les acheteurs truquent souvent les balances ou sous-estiment la pureté de l'or. Les acheteurs peuvent par exemple indiquer qu'une pépite d'or pèse 6 grammes alors qu'elle en pèse 8 en réalité, ou estimer la pureté à 20 carats alors qu'elle est en réalité de 22 carats.



© De Agostini/Getty Images

Mali

L'or extrait dans les régions de Kidal et de Gao est regroupé par des négociants locaux ou des mineurs de grande envergure qui achètent de l'or à des exploitations minières plus petites avant de le transporter à Bamako ou, dans une moindre mesure, par voie terrestre vers le Niger et le Burkina Faso.¹⁷¹ Bien que l'or puisse être transporté par la route, les négociants évitent la voie terrestre en raison du danger que représentent les groupes armés sur la route. En l'absence de vol régulier entre Kidal et Bamako, les percepteurs d'or utilisent l'avion de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies au Mali pour transporter l'or.¹⁷² Parfois, les transporteurs ne sont pas informés qu'ils transportent de l'or, mais sont simplement chargés de livrer un colis à une personne spécifique à Bamako.¹⁷³

L'or extrait dans le sud du Mali (à Sikasso, Koulikoro, Kayes) est transporté par motos, transports publics ou véhicules personnels vers Bamako, où il est vendu aux négociants en or. L'or est vendu soit à des percepteurs locaux agréés, soit à d'autres percepteurs ou bijoutiers intermédiaires. Certains négociants sont financés par des opérateurs privés ou étrangers.

Une partie de l'or est également passée en contrebande au Burkina Faso. Dans les régions de Sikasso et de Kenieba, d'importants flux d'or sont passés en contrebande vers le Burkina Faso en raison de la forte présence d'investisseurs burkinabés dans la région. Ces flux d'or sont regroupés à Ouagadougou et, dans une moindre mesure, à Bobo-Dioulasso avant d'être acheminés clandestinement vers le Mali ou directement de Ouagadougou vers le continent.¹⁷⁴

De grands comptoirs travailleraient directement avec des raffineurs à Dubaï pour traiter et vendre l'or.

Burkina Faso

Ouagadougou est la principale destination des flux d'or en provenance du Burkina Faso, Bobo-Dioulasso faisant office de plaque tournante secondaire pour l'or. À Ouagadougou, l'or est fondu en lingots avant d'être acheminé en contrebande soit directement hors du Burkina Faso, soit via le Mali. Selon certains signalements peu nombreux, il existerait une activité de contrebande d'or via le Togo, mais ce flux semble avoir largement diminué. La plupart de l'or du Burkina Faso est destiné à Dubaï. Il ressort des chiffres officiels des exportations d'or du Burkina Faso vers les Émirats arabes unis, qui sont faibles par rapport aux estimations de la production d'or ASGM indiquées, que la plupart de l'or extrait de manière artisanale et à petite échelle (ASGM) au Burkina Faso quitte le pays en contrebande.

Les flux d'or au Burkina Faso dépendent dans une large mesure des accords de financement, les chercheurs d'or étant tenus de vendre de l'or aux financiers pour que l'activité ASGM soit autorisée. Les accords de financement peuvent s'étendre sur de grandes distances géographiques et au-delà des frontières. Il a par exemple été signalé que des acheteurs de la ville de Ouaghigouya, dans le nord du pays, pourraient financer des opérations minières près de Bobo-Dioulasso, dans le sud du pays. Les acheteurs d'or burkinabés financeraient également des activités au Mali, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal. Les mineurs et les acheteurs d'or burkinabés transportent leur or jusqu'à Bobo-Dioulasso ou Ouagadougou pour honorer des accords de financement avec des négociants en or plus importants et puissants.¹⁷⁵ L'or quitte le pays via des plateformes régionales, soit en repassant par le Mali via Bamako, soit directement à partir de Ouagadougou.

La perturbation de l'exploitation minière et des chaînes d'approvisionnement en or due à l'insécurité et à la violence au Burkina Faso a poussé les financiers burkinabés à se tourner de plus en plus vers les États voisins pour répondre à la demande de matières premières aurifères. L'instabilité au Burkina Faso pousse également certains mineurs burkinabés opérant de manière artisanale à chercher du travail sur des sites ASGM en dehors du pays, puis à ramener l'or au Burkina Faso.

Côte d'Ivoire

L'or du nord de la Côte d'Ivoire part vers le Mali et, dans une moindre mesure, vers le Burkina Faso. La majeure partie de l'or extrait dans les régions de Tortiya, Boundiali, Tengrela et Ouangolodougou est acheminé vers Bamako.¹⁷⁶ Le trafic d'or se fait principalement par la route Kadiana-Bougouni-Bamako.

À 45–60 % du prix spot mondial, les prix de l'or offerts dans le nord de la Côte d'Ivoire sont nettement inférieurs à ceux proposés au Mali et au Burkina Faso. C'est l'un des principaux moteurs de la contrebande d'or vers le Mali, les acheteurs maliens de la région se précipitant pour profiter de marges bénéficiaires favorables.¹⁷⁷ Les négociants maliens, guinéens et burkinabés auraient établi des comptoirs d'achat d'or dans des villes locales où, en février 2022, ils achetaient de l'or à 15 000 FCFA le gramme. Ils peuvent ensuite revendre l'or 30 000 FCFA le gramme à des acheteurs d'or maliens, qui emmèneront l'or à Bamako et le vendront 45 000 FCFA. Des mineurs autofinancés transporteront également de l'or au Mali pour profiter de prix plus élevés. Une fois l'or vendu, l'argent est souvent rapatrié par virements électroniques.

Bien que les Burkinabés soient très présents dans le nord de la Côte d'Ivoire, où ils opèrent en tant que financiers et mineurs, on ne sait pas vraiment s'ils envoient leur or au Burkina Faso ou directement à Bamako, les déclarations allant dans les deux sens. L'or extrait dans le nord-est de la Côte d'Ivoire serait principalement vendu au Burkina Faso, une plus petite partie étant transportée directement au Mali.¹⁷⁸



INSTRUMENT DE PAIX

La recherche d'or au Burkina Faso. © Issouf Sanogo/AFP via Getty Images



Les discussions sur la relation entre or et conflits négligent souvent le rôle du secteur aurifère en tant qu'instrument de paix. Un secteur ASGM fort, durable et responsable peut réduire les fragilités régionales sous toutes leurs dimensions : politique, économique, environnementale, sociale et sécuritaire.

L'ASGM est une source de moyens de subsistance essentiels pour de nombreuses populations rurales d'Afrique de l'Ouest, dans la mesure où elle offre un moyen de survie et un espoir à de nombreuses personnes, y compris les PDI. Les États d'Afrique de l'Ouest sont confrontés à des pressions environnementales et sociales croissantes. Le changement climatique et la croissance démographique sont par exemple des facteurs qui contribuent aux conflits autour de l'utilisation des terres entre les agriculteurs et les pasteurs dans la mesure où ils réduisent l'espace disponible dont dispose le bétail et compliquent les itinéraires empruntés pour la transhumance.¹⁷⁹ De fait, le secteur aurifère ne peut que gagner en importance en tant que filet de sécurité économique pour de vastes segments des populations rurales d'Afrique de l'Ouest, donnant ainsi au secteur l'occasion de faire office d'instrument de paix.

Le secteur ASGM contribue à la diminution des taux de violence et des risques sécuritaires en Afrique de l'Ouest, comme en témoignent certains exemples. L'ASGM est une source potentielle de revenu attrayante, offrant une alternative à des individus qui pourraient autrement verser dans la criminalité ou la violence armée. Dans la région de Kidal, certains membres de groupes armés, tels que la CMA et la Plateforme, ont ainsi déposé les armes pour se consacrer à l'extraction d'or.¹⁸⁰ Dans le nord de la Côte d'Ivoire, des membres de communautés locales et des personnes travaillant dans le secteur aurifère signalent qu'un nombre croissant d'ex-bandits travaillent désormais dans le secteur de l'ASGM comme orpailleurs.¹⁸¹ Au Tchad, où les débouchés économiques formels sont rares, le secteur aurifère fournirait non seulement des emplois directs, mais augmenterait aussi le nombre d'emplois dans les économies auxiliaires.¹⁸²

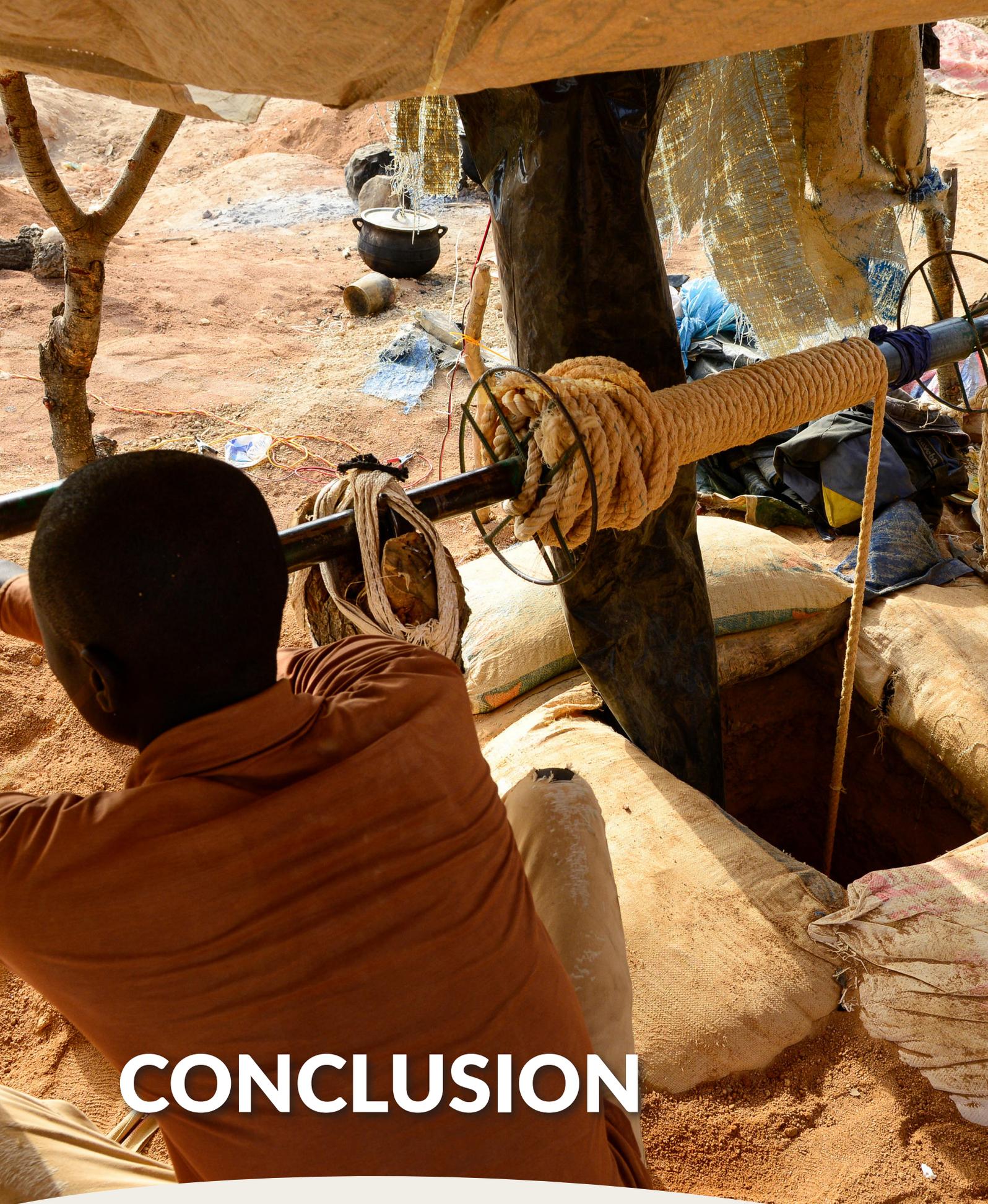
Inversement, la suppression de l'or comme moyen de subsistance peut entraîner un pic d'activité dans d'autres économies illicites, plus violentes. Après la fermeture officielle du plateau du Djado par le gouvernement en 2017, le banditisme s'est intensifié dans les régions du nord du Niger, certaines personnes indiquant que les bandits de grand chemin qui s'étaient livrés à l'extraction d'or étaient revenus au banditisme.¹⁸³

L'ASGM constitue également un moyen de subsistance essentiel pour les burkinabés déplacés dans leur propre pays. Selon les Nations unies, plus de 1,5 million de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer, n'emportant souvent avec elles rien de plus que les vêtements qu'elles portent. La plupart des déplacements ont lieu dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est.¹⁸⁴ Les personnes déplacées fuyant la violence s'installent dans des communautés où se pratique l'ASGM dans d'autres régions du Burkina Faso et dans les États voisins.¹⁸⁵ En décembre 2021, il a été signalé que dans les capitales régionales du nord, 80 personnes déplacées sur 100 opéraient dans le secteur de l'ASGM sous une forme ou une autre.¹⁸⁶ Les personnes déplacées burkinabées ont également trouvé refuge en Côte d'Ivoire et travailleraient sur des sites d'ASGM dans ce pays.¹⁸⁷ En plus de fournir un moyen de survie aux personnes déplacées, l'ASGM est décrite comme une source de sens et d'espoir en l'avenir là quand il n'y a plus guère que cela auquel s'accrocher.¹⁸⁸ L'importance du secteur de l'ASGM à cet égard ne peut être sous-estimée.

Le secteur de l'ASGM peut également être intégré aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR). En Côte d'Ivoire, par exemple, la volonté de certains anciens rebelles de travailler dans le secteur aurifère semble avoir facilité le processus de DDR.¹⁸⁹ En revanche, dans la région du Tibesti, au nord du Tchad, le secteur ASGM n'a pas été reconnu en tant qu'outil de réintégration des rebelles tchadiens qui avaient combattu comme mercenaires durant la guerre civile en Libye.¹⁹⁰ C'est là une occasion manquée de tirer parti des structures économiques existantes. À l'avenir, un programme de DDR crédible et inclusif, associé à la régularisation du secteur aurifère, pourrait contribuer à démobiliser les groupes armés, à empêcher de nouveaux recrutements et à fournir des moyens de subsistance alternatifs et légaux à des personnes qui, autrement, pourraient se tourner vers le crime organisé.¹⁹¹



Personnes déplacées burkinabées dans un abri à Tougbo, en Côte d'Ivoire. © Sia Kambou/AFP via Getty Images



CONCLUSION

Camp d'orpailleurs au Burkina Faso. © Joerg Boethling/Alamy Stock Photo



Le lien entre or et conflits en Afrique de l'Ouest est bien plus complexe que ne le suggère le narratif des « minerais de guerre », et s'étend bien au-delà des sites miniers, tant dans le temps que dans l'espace. Les réseaux criminels jouent un rôle important dans ce lien, accroissant la fragilité régionale et les risques d'insécurité. Pourtant, le secteur de l'or est également une source importante de moyens de subsistance dans toute la région, qui ne fera que s'accroître à mesure que les pressions environnementales et sociales augmenteront. De fait, il est essentiel de reconnaître également le potentiel de l'ASGM en tant qu'instrument de paix. Ces dynamiques dessinent le pourtour d'un secteur où survie, conflits et criminalité sont étroitement liés. Les interventions visant à atténuer le rôle de l'or dans l'alimentation des conflits doivent de fait dépasser le cadre du financement des conflits et tenir compte des trajectoires à long terme des économies politiques locales et régionales.

Les réseaux criminels sapent les efforts visant à établir des pratiques responsables, à accompagner le développement et à faire face aux risques pour la sécurité. Si les réseaux criminels peuvent fournir les financements et les chaînes d'approvisionnement nécessaires au fonctionnement du secteur aurifère en tant qu'activité de subsistance, leur présence finit par saper le potentiel de développement du secteur ASGM et par accroître la fragilité, l'insécurité et les conflits. Ainsi, des mesures efficaces doivent également s'attaquer aux réseaux criminels transnationaux, en ciblant les goulots d'étranglement et les acteurs influents des chaînes d'approvisionnement en or, ainsi que d'autres flux financiers illicites connexes.

Pour répondre de manière adéquate à ces différents facteurs, des approches multidimensionnelles sont recommandées, tant dans les zones actuellement touchées par un conflit ouvert que dans celles qui sont confrontées à des menaces émergentes et à des niveaux de fragilité croissants.¹⁹²

Recommandations

Adopter des politiques minières qui soutiennent le développement de l'ASGM

Les politiques relatives à l'extraction minière qui ont des impacts disparates sur le secteur de l'ASGM, y compris les mesures de répression et de limitation de l'accès aux terres et aux minerais, ont augmenté la fragilité et les risques d'insécurité et de conflit. Ces politiques doivent plutôt chercher à trouver un juste équilibre entre une meilleure réglementation et le renforcement de la sécurité du secteur aurifère, tout en veillant à ce que les mineurs travaillant de manière artisanale et à petite échelle puissent opérer légalement et à ce que l'ASGM apporte des avantages économiques aux communautés.

Pour cela, des cadres nationaux qui reconnaissent l'ASGM en tant qu'activité économique légitime à part entière, qui fournissent les mécanismes juridiques et réglementaires nécessaires à son bon fonctionnement et qui apportent un soutien au développement s'imposent. Pour inciter les acteurs du secteur ASGM à œuvrer dans l'économie officielle, les obstacles bureaucratiques doivent être réduits autant que possible. Les mineurs et les négociants ont également besoin d'incitations claires pour s'impliquer dans le secteur officiel, à court et à plus long terme. De plus, des échanges directs accrus avec les parties prenantes de l'ASGM sont nécessaires pour établir les relations indispensables à une plus grande intégration.

Les tensions entre le secteur minier industriel et l'ASGM devront également être abordées. Il est urgent d'identifier des solutions réalistes et pratiques qui permettent une coexistence pacifique. La tâche complexe et de longue haleine de mise en place de cadres réglementaires régissant les droits fonciers dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest en est un élément clé. Parallèlement, le secteur minier industriel doit dépasser le cadre des approches sécuritaires pour entrer en lien avec le secteur ASGM. Des voies légales en vue d'une coexistence pacifique sont également nécessaires.

Prendre en compte le rôle des stratégies sécuritaires des milices identitaires et des groupes d'autodéfense

Le rôle proéminent et croissant des groupes d'autodéfense et des milices identitaires dans le lien entre or et conflit est source de problèmes qui doivent être suivis de près. Ces groupes peuvent jouer un rôle positif en maintenant la paix et en comblant les vides sécuritaires laissés par l'État. Cependant, le fait d'agir en tant que prestataires de services de sécurité peut augmenter considérablement les risques encourus par les membres de ces groupes, faisant d'eux des cibles des djihadistes et d'autres groupes partie au conflit. C'est notamment le cas lorsque des groupes sont formellement identifiés dans les stratégies de sécurité, mais ne bénéficient pas de la formation, des équipements ou du soutien adéquat(e). D'autre part, lorsque les groupes identitaires et d'autodéfense se politisent, font leur propre loi en usant de violence ou se transforment en groupes mafieux et en entrepreneurs violents, ils peuvent accroître la fragilité et alimenter l'insécurité.¹⁹³ Ainsi, malgré la valeur qu'elles revêtent pour les stratégies de sécurité de l'État à court terme, les milices peuvent finalement saper l'État de droit et la légitimité de l'État lorsque les États légalisent ou légitiment des groupes sans protéger les droits de l'homme ni prendre de mesures pour lutter contre la criminalité.¹⁹⁴ Ainsi, les réponses politiques et les interventions en matière de sécurité doivent tenir compte du rôle des groupes d'autodéfense et des milices identitaires dans les stratégies de sécurité de l'État et dans le secteur aurifère. Ces dynamiques complexes et protéiformes doivent être prises en compte au niveau local dans la mesure où le caractère et les actions des groupes varient considérablement.

Pleins phares sur les mesures de répression des goulots d'étranglement et les acteurs influents des chaînes d'approvisionnement en or illicite

Lutter contre la criminalité et l'impunité généralisée dans le commerce de l'or est nécessaire pour combattre les flux d'or illicites et le financement des conflits. Pour avoir un impact maximal et éviter des dommages involontaires, il est nécessaire de cibler les acteurs les plus nuisibles et de fournir des alternatives aux acteurs informels qui peuvent dépendre d'acteurs criminels pour financer ou acheter de l'or. Ainsi, davantage de ressources doivent être consacrées au ciblage des acteurs clés, des flux financiers et des points de transit sur les marchés illégaux de l'or. Des réponses personnalisées et une action policière efficace aux points d'étranglement des chaînes d'approvisionnement, tels

que les plateformes de commerce et de transit et les aéroports internationaux, auront un impact plus important sur les flux d'or et de capitaux illicites.

Compte tenu de la nature transnationale des chaînes d'approvisionnement en or et de la forte probabilité que des acteurs de haut niveau mènent des activités et disposent d'actifs dans différentes juridictions, une coordination accrue entre les États liés par les chaînes d'approvisionnement en or est également nécessaire. En dehors de l'Afrique de l'Ouest, les plaques tournantes du commerce international de l'or et les principaux partenaires commerciaux pourraient renforcer la surveillance et la réglementation des importations d'or, augmentant ainsi la pression sur les chaînes d'approvisionnement illicites.

Encourager une diligence raisonnable dans l'approvisionnement en or

De nombreuses normes, directives et réglementations actuelles dans le secteur minier encouragent les acteurs du secteur privé à agir de manière responsable dans l'approvisionnement en or issu de l'ASGM, y compris dans les zones de conflit et à haut risque. Ces pratiques de diligence raisonnable « allégées » incitent les acheteurs d'or à soutenir les bonnes pratiques, plutôt qu'à couper les chaînes d'approvisionnement dans le cadre de stratégies de réduction des risques.¹⁹⁵ Pour avancer dans ces efforts, des échanges plus nombreux avec les acteurs de l'ASGM - à la fois les mineurs et les négociants en or - sont nécessaires pour évaluer la faisabilité des exigences, les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre et les moyens d'obtenir des résultats positifs pour les communautés sources. Si les régimes de certification sont trop complexes ou fixent des normes impossibles à respecter, de nombreux acteurs de l'ASGM ne pourront pas s'engager dans le secteur formel et seront poussés vers les marchés illicites de l'or, ce qui augmentera la fragilité et les risques de conflit.

Les ONG et les organisations œuvrant en faveur du développement peuvent également aider les acteurs de l'ASGM à mieux comprendre les exigences associées à l'approvisionnement responsable et à respecter les normes. De plus, elles peuvent se rendre utiles en réalisant des études sur les chaînes d'approvisionnement, les économies politiques et les impacts des normes d'approvisionnement responsable sur le secteur et les communautés locales, ainsi qu'en s'engageant dans des actions de sensibilisation qui contribuent à modifier le point de vue du public sur le secteur et les risques d'un engagement par rapport à un non-engagement.

Inclure le secteur de l'or dans les stratégies de sécurité et de paix

Le secteur de l'or doit être inclus dans les stratégies de sécurité et les opérations de paix, à la fois en tant que facteur de résilience économique pour les personnes déplacées et dans le cadre des processus de DDR. L'inclusion du secteur de l'or permet de s'attaquer simultanément aux facteurs de conflit et à l'impact des conflits sur le secteur de l'or, tout en favorisant l'émergence de perspectives économiques et sociales durables. En reconnaissant le rôle que joue l'ASGM en tant que moyen de subsistance crucial et moteur économique - plutôt qu'en le considérant comme une simple source de financement des conflits - les parties prenantes locales, nationales et internationales seront mieux à même d'intégrer l'or dans les stratégies de sécurité et de stabilisation. Gérer l'implication des acteurs du conflit (étatiques et non étatiques) passe par des discussions sur la promotion de moyens de subsistance alternatifs et un rapprochement, ainsi que par un accès aux gisements d'or et aux rentes. Il est important de souligner qu'au nombre des efforts entrepris doivent figurer la formation et le renforcement des capacités des communautés locales et des ex-combattants. Cela nécessite également une forte conscience situationnelle des réseaux, des activités et des dynamiques de pouvoir.

NOTES

- 1 Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC), Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin des risques n°2, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/index.html>.
- 2 Luca Ranieri, *Gold mining in the Sahara-Sahel: The political geography of state-making and unmaking*, *The International Spectator*, 55, 4, 100–117.
- 3 Claire Mcloughlin, *Political economy analysis: Topic guide*, GSDRC, 2014, <https://gsdrc.org/wp-content/uploads/2015/07/PEA.pdf>.
- 4 Léopold Ghins, *Natural resource governance and fragility in the Sahel*, OCDE, avril 2022, https://www.oecd.org/dac/2022_Natural_resource_governance_fragility_Sahel.pdf/.
- 5 Voir : UNOWAS, *Pastoralisme et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, août 2018, https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_fr-avril_2019_-_online.pdf.
- 6 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs*, ENACT, avril 2019, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-04-24-pulling-the-golden-webs-research-paper.pdf>.
- 7 International Crisis Group, *Burkina Faso : sortir de la spirale de la violence*, février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 8 Voir, par exemple : Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins : Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf> ; Bérénice Boukare, *The development impact of 'gold rushes' in Mali and Burkina Faso: the multifaceted effects of migration on artisanal and gold mining sites*, IOM, septembre 2020.
- 9 Tera DeJong, *Desk review of artisanal and small-scale gold mining (ASGM) in Burkina Faso*, USAID, 2019, https://landlinks.org/wp-content/uploads/2019/10/USAID-AMPR-Burkina-Faso-ASGM-Desk-Review_FINAL.pdf.
- 10 La région du Sud-Ouest a été l'une des premières zones d'exploitation aurifère du Burkina Faso, remontant à bien avant l'ère coloniale, et joue un rôle prédominant dans la production d'or du pays. Jean Baptiste Kiéthéga, *L'or de la Volta noire : Archéologie et histoire de l'exploitation traditionnelle, région de Poura, Haute-Volta*. Paris : Editions Karthala, Centre de recherches africaines, 1983.
- 11 Ministère de l'Environnement, *Plan d'action nationale pour l'extraction minière artisanale et à petite échelle d'or au Mali, conformément à la convention de Minamata sur le mercure*, 2020, https://www.mercuryconvention.org/sites/default/files/documents/national_action_plan/Mali-ASGM-NAP-Mar2020-FR.pdf.
- 12 Ibid.
- 13 Baba Ahmed, *Gold panning in northern Mali may be benefiting extremists*, AP News, 14 février 2020, <https://apnews.com/article/mali-bamako-africa-economy-international-news-972750896397e5cdc32cfb972750896397e5cdc32cfb9d42929934>.
- 14 Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins : Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.
- 15 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'ouest, Bulletin de risque n° 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/index.html>.
- 16 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs*, ENACT, avril 2019, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-04-24-pulling-the-golden-webs-research-paper.pdf>.
- 17 Il n'existe pas de définition universellement reconnue de la grande corruption. De nombreuses définitions générales ont été élaborées au fil des ans et couvrent différents éléments de ce qu'elles considèrent comme de la grande corruption. Néanmoins, il existe un certain consensus sur des éléments tels que mauvais usage ou usage abusif d'un grand pouvoir ; ii) grande échelle et/ou sommes d'argent importantes, iii) des conséquence préjudiciables. Jorum Duri, *Definitions of grand corruption*, U4, 2 octobre 2020, <https://www.u4.no/publications/definitions-of-grand-corruption.pdf>.
- 18 Joel Schectman, *Kinross Gold settles US charges related to bribe prevention in Africa*, Reuters, 27 mars 2018, <https://www.reuters.com/article/us-kinross-sec-idUSKBN1H22DW>.
- 19 Ibid.

- 20 Ministère de la justice des États-Unis, *Glencore entered guilty pleas to foreign bribery and market manipulation schemes*, 24 mai 2022, <https://www.justice.gov/opa/pr/glencore-entered-guilty-pleas-foreign-bribery-and-marketmanipulation-schemes>.
- 21 Louis Allen, *Glencore forks out over US\$1.1bn amid bribery and manipulation allegations*, Small Caps, 27 mai 2022, <https://smallcaps.com.au/glencore-forks-out-over-1bn-amid-bribery-manipulation-allegations/#:~:text=Glencore%20forks%20out%20over%20US%241.1bn%20amid%20bribery%20and%20manipulation%20allegations,-By&text=Glencore%20has%20set%20aside%20U,and%20commodity%20price%20manipulation%20allegation>.
- 22 Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouèdraogo, *Insecurity in Burkina Faso - beyond conflict minerals: The complex links between artisanal gold mining and violence*, The Nordic Africa Institute, septembre 2021, <http://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1595344&dswid=663>.
- 23 Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins : Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.
- 24 Communication avec IMPACT, juillet 2022.
- 25 Tera DeJong, *Desk review of artisanal and small-scale gold mining (ASGM) in Burkina Faso*, USAID, 2019, https://www.land-links.org/wp-content/uploads/2019/10/USAID-AMPR-Burkina-Faso-ASGM-Desk-Review_FINAL.pdf.
- 26 Marie Chêne, *Corruption and the renegotiation of mining contracts*, U4 Anti-Corruption Resource Centre, 30 novembre 2007, <https://www.u4.no/publications/corruption-and-the-renegotiation-of-mining-contracts> ; Ian Cobain, Juliette Garside et Anne Penketh, *Guinea to strip Beny Steinmetz company of mining concessions*, *The Guardian*, 10 avril 2014, <https://www.theguardian.com/business/2014/apr/09/guinea-strips-beny-steinmetz-bsg-resources-mining-contracts-corruption>.
- 27 Luca Ranieri, *Gold mining in the Sahara-Sahel: The political geography of state-making and unmaking*, *The International Spectator*, 55, 4, 100–117.
- 28 Franza Drechsel, Bettina Engels et Mirka Schäfer, *'The mines make us poor': Large-scale mining in Burkina Faso - Rapport pays GLOCON n°2*, février 2019, https://www.land-conflicts.fu-berlin.de/_media_design/country-reports/country_report_FR_BURKINA-FASO.pdf.
- 29 Entretien avec des chercheurs d'or, Houndé, mai 2022.
- 30 Boureima, *Incidents à la mine de Houndé : une enquête ouverte pour situer les responsabilités*, *Wakat Será*, 19 Mai 2022, <https://www.wakatsera.com/incidents-a-la-mine-de-hounde-une-enquete-ouverte-pour-situer-les-responsabilites/>.
- 31 Rédaction Africanews, *Two dead in protest over arrested Burkina gold miners*, Africanews, 26 mai 2022, <https://www.africanews.com/2022/05/26/two-dead-in-protest-over-arrested-burkina-gold-miners>.
- 32 Entretiens avec des orpailleurs, des acheteurs et des membres d'autorités locales, nord du Burkina Faso, décembre 2021.
- 33 Ibid.
- 34 La propriété coutumière est souvent considérée comme hautement légitime aux yeux des autorités et des communautés traditionnelles. Voir Marcena Hunter, *Pulling at golden webs*, ENACT, avril 2019, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-04-24-pulling-the-golden-webs-research-paper.pdf> ; Marcena Hunter, *Curbing illicit mercury and gold flows in West Africa: Options for a regional approach*, ONUDI et GI-TOC, novembre 2018, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/11/Final-UNIDO-ECOWAS-gold-and-mercury-report-English.pdf>.
- 35 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'ouest, *Bulletin de risque n° 2*, GI-TOC, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/index.html>.
- 36 Nadoun Coulibaly, *Islamic State, GSIM, al-Qaeda: The jihadist gold rush in Burkina Faso*, *The Africa Report*, 24 août 2021, <https://www.theafricareport.com/120283/islamic-state-gsim-al-qaeda-the-jihadist-gold-rush-in-burkina-faso/>.
- 37 Voir International Crisis Group, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 38 Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouèdraogo, *Insecurity in Burkina Faso - beyond conflict minerals: The complex links between artisanal gold mining and violence*, The Nordic Africa Institute, septembre 2021, <http://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1595344&dswid=663>.
- 39 Entretiens avec des orpailleurs, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 40 Alexandre Bishe, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune-web.pdf ; Sasha Jespersen et al, *Illicit flows fuelling conflict in the tri-border: Migration and artisanal gold mining in Sudan, Chad and Libya*, RHIPTO, juin 2021, https://xcept-research.org/wp-content/uploads/2021/07/655326_d804ca366a9e4aa9a2c17f4d2f531244-1.pdf.
- 41 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'ouest, *Bulletin de risque n° 2*, GI-TOC, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/index.html>.

- 42 Ibid.
- 43 Alexandre Bishe, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf.
- 44 Entretien avec le gouverneur d'Agadez Sadou Soloké, Agadez, décembre 2017 ; voir aussi : Peter Tinti, *Niger's gold rush has turned bandits into barons*, VICE, 11 janvier 2018, www.vice.com/en_us/article/9knzmv/nigers-gold-rush-has-turned-bandits-into-barons.
- 45 Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 46 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs*, ENACT, avril 2019, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-04-24-pulling-the-golden-webs-research-paper.pdf>.
- 47 Discussion de groupe avec une organisation minière de femmes, Bamako, janvier 2022.
- 48 Voir International Crisis Group, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 49 Le secteur de l'élevage a également été décrit comme étant au cœur de la stratégie des groupes armés en RCA, notamment du groupe armé non étatique Retour, Récupération et Réhabilitation (3R) (entretiens avec des informateurs clés, Mali, Burkina Faso et Niger, septembre 2021-décembre 2021) ; Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf> ; CSNU, Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine prolongé en application de la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité, S/2018/1119, 14 décembre 2018.
- 50 Entretiens avec des orpailleurs, des membres des Koglwéogo et des autorités locales, Ouahigouya, décembre 2021.
- 51 Voir International Crisis Group, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 52 Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouédraogo, *Insecurity in Burkina Faso - beyond conflict minerals: the complex links between artisanal gold mining and violence*, The Nordic Africa Institute, 2021, <http://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2:1595344&dsid=-4775>.
- 53 William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, Institute for Security Studies, 10 décembre 2019, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/violent-extremism-organised-crime-and-local-conflicts-in-liptako-gourma>.
- 54 Entretiens au Mali, au Burkina Faso et au Niger, septembre 2021-décembre 2021.
- 55 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 56 ACLED 2021: *The year in review*, ACLED, mars 2022, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2022/03/ACLED_Annual_Year-in-Review-2021_Web_Pub_Fin-.pdf.
- 57 CSNU, Rapport final du Groupe d'experts établi en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité et renouvelé par la résolution 2541 (2020) concernant le Mali, 6 août 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/{65BF99B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9}/S_2021_714.pdf.
- 58 Alessandro Bolpagni, *A Jihadist's schism in central Sahel: conflict epilogue or prelude to a new escalation?*, Security Praxis, 14 juin 2022, <https://securitypraxis.eu/a-jihadists-schism-in-central-sahel-conflict-epilogue-or-prelude-to-a-new-escalation/> ; Agence France Presse, *Russian mercenaries in Mali base days after France pullout*, The Defense Post, 16 juin 2022, <https://www.thedefensepost.com/2022/06/16/russian-mercenaries-mali-france-pullout/> ; MEMIR, *Islamic State (ISIS) brags about downing Russian Wagner Group drone in Mali*, 19 juillet 2022, <https://www.memri.org/cjlab/islamic-state-isis-brags-about-downing-russian-wagner-group-drone-mali>.
- 59 Jared Thompson, *Examining extremism: Jama'at Nasr al-Islam Wal Muslimin*, Center for Strategic & International, 15 juillet 2021, <https://www.csis.org/blogs/examiner-extrémisme/examining-extremism-jamaat-nasr-al-islam-wal-muslimin>.
- 60 Ibid.
- 61 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 62 ACLED, *Regional overview: Africa*, <https://acleddata.com/?s=JNIM>.
- 63 Loïc Bisson, Ine Cottyn, Kars de Bruijnen et Fransje Molennar, *Between hope and despair: Pastoralist adaptation in Burkina Faso*, Clingendael Institute, février 2021, <https://www.clingendael.org/pub/2021/between-hope-and-despair/>.
- 64 Le Macina fait référence à l'empire du Macina (1818 - 1853) qui couvrait les régions de Ségou, Mopti et Tombouctou (Pauline Le Roux, *le centre du Mali face à la menace terroriste*, 25 février 2019, <https://africacenter.org/fr/spotlight/le-centre-du-mali-face-a-la-menace>

- terroriste/) ; Paul Guyonnet, *Qu'est ce que la Katiba Macina, le groupe impliqué dans la prise d'otage?*, 11 mai 2019, https://www.huffingtonpost.fr/entry/katiba-macina-jihad-mali-burkina-faso-otages-france_fr_5cd5a72ee4b0705e47db9d27.
- 65 Frédéric Bobin, *Comment des djihadistes ont piégé une patrouille américaine au Niger*, 4 novembre 2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/04/comment-les-djihadistes-ont-piege-une-patrouille-americaine-au-niger_5210154_3212.html.
- 66 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 67 Edward McAllister et Lena Masri, *Extremists target African village leaders in wave of assassinations*, Reuters, 8 octobre 2021, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/africa-islamists-sahel-leaders/>.
- 68 Alessandro Bolpagni, *A Jihadists' schism in central Sahel: conflict epilogue or prelude to a new escalation?*, Security Praxis, 14 juin 2022, <https://securitypraxis.eu/a-jihadists-schism-in-central-sahel-conflict-epilogue-or-prelude-to-a-new-escalation/>.
- 69 Ibrahim Maïga, *Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes*, Institut d'études de sécurité, juin 2016, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/groupes-armes-au-mali-au-dela-des-etiquettes>.
- 70 Pauline Le Roux, *Ansaroul Islam: The rise and decline of a militant Islamist group in the Sahel*, Africa Center for Strategic Studies, 29 juillet 2019, <https://africacenter.org/spotlight/ansaroul-islam-the-rise-and-decline-of-a-militant-islamist-group-in-the-sahel/>.
- 71 RFI, *Mali : les mouvements de l'Azawad créent une coordination militaire*, 29 octobre 2014, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20141029-mali-mouvements-azawad-creent-une-coordination-militaire>.
- 72 Conseil européen des relations étrangères, *Cartographie des groupes armés au Mali et au Sahel*, mai 2019, https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/hcua#menuarea.
- 73 Manon Laplace, au Mali, *'risks of political and military escalation' between the government and ex-rebels of the north*, *The Africa Report*, 25 juillet 2022, <https://www.theafricareport.com/226038/in-mali-risks-of-political-and-military-escalation-between-the-government-and-ex-rebels-of-the-north/>.
- 74 Célian Macé, *L'État Islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières*, 12 décembre 2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935/.
- 75 Conseil européen des relations étrangères, *Cartographie des groupes armés au Mali et au Sahel*, mai 2019, https://ecfr.eu/special/sahel_mapping/hcua#menuarea.
- 76 Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouédraogo, *Insecurity in Burkina Faso - beyond conflict minerals: the complex links between artisanal gold mining and violence*, The Nordic Africa Institute, 2021, <http://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2:1595344&dswid=-4775>.
- 77 Nadoun Coulibaly, Islamic State, GSIM, *al-Qaeda: The jihadist gold rush in Burkina Faso*, *The Africa Report*, 24 août 2021, <https://www.theafricareport.com/120283/islamic-state-gsim-al-qaeda-the-jihadist-gold-rush-in-burkina-faso/>.
- 78 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 79 Voir International Crisis Group, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/afrika/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 80 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 81 Entretiens avec des orpailleurs, Ouahigouya, décembre 2021.
- 82 Ibid.
- 83 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 84 CSNU, *Rapport final du Groupe d'experts établi en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité et renouvelé par la résolution 2541 (2020) concernant le Mali*, 6 août 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/{65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9}/S_2021_714.pdf.
- 85 Ibid.
- 86 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 87 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 88 William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Thérout-Bénoni et Ibrahim Maïga, *Violent extremism, organised crime and local conflicts in Liptako-Gourma*, Institute for Security Studies, 10 décembre 2019, <https://issafrica.org/research/west-africa-report/violent-extremism-organised-crime-and-local-conflicts-in-liptako-gourma>.

- 89 Entretien avec un chercheur spécialisé dans le secteur de l'or, Bamako, janvier 2022.
- 90 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 91 CSNU, Rapport final du Groupe d'experts établi en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité et renouvelé par la résolution 2541 (2020) concernant le Mali, 6 août 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/{65BF99B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9}/S_2021_714.pdf.
- 92 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 93 Des combattants de Khalid Ben Walid Katiba, une filiale d'Ansar Dine, auraient par exemple bénéficié d'une formation à la manipulation et à la fabrication d'explosifs sur des sites d'extraction d'or en Côte d'Ivoire. Voir International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 94 INTERPOL, *Des arrestations et des milliers de saisies lors d'une opération de police organisée en Afrique contre le trafic d'armes à feu*, 30 juin 2022, <https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2022/Des-arrestations-et-des-milliers-de-saisies-lors-d-une-operation-de-police-organisee-en-Afrique-contre-le-traffic-d-armes-a-feu>.
- 95 INTERPOL, *International operation disrupts supply of firearms to terrorists*, 21 décembre 2020, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2020/>
- 96 Entretien avec une personne impliquée dans le secteur minier de Kidal, Bamako, décembre 2021.
- 97 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf> ; CSNU, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité et renouvelé par la résolution 2541 (2020) concernant le Mali, 6 août 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/{65BF99B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9}/S_2021_714.pdf. *Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020*, 6 mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 98 Voir, par exemple: Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 99 Voir International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 100 Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf> ; CSNU, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité et renouvelé par la résolution 2541 (2020) concernant le Mali, 6 août 2021, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/{65BF99B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9}/S_2021_714.pdf.
- 101 *Child-trafficking in Mali increasing because of conflict and COVID-19*, UNHCR, 1er décembre 2020, <https://www.unhcr.org/en-au/news/press/2020/12/5fc62ead4/child-trafficking-mali-increasing-conflict-covid-19.html>.
- 102 *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, janvier 2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Codebook_v1_January-2021.pdf.
- 103 Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins: Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.
- 104 Voir Sten Hagberg, *Performing tradition while doing politics: A comparative study of the dozos and koglweogos self-defense movements in Burkina Faso*, *African Studies Review*, 62, 1, 173-193.
- 105 Voir: Antonin Tisseron, *Une Boîte de Pandore. Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP dans la lutte contre le jihadisme*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17591-20210423.pdf>.
- 106 Entretien avec une personne ayant une connaissance intime du secteur aurifère malien, Bamako, février 2022.
- 107 International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central> ; Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins: Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.
- 108 Rémi Carayol, *Les milices prolifèrent au Burkina Faso*, *Le Monde Diplomatique*, mai 2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/CARAYOL/61740>.

- 109 Centre for Democracy and Development, Koglwéogos: *The risk of community ownership of security*, <https://media.africaportal.org/documents/Koglwéogos->. Généralement armés de fusils de chasse, les Koglwéogo bénéficient d'un soutien local fort du fait qu'ils ont rétabli la sécurité à l'échelle locale. Voir International Crisis Group, Burkina Faso : sortir de la spirale de la violence, février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 110 Les Koglwéogo sont actuellement inclus dans le programme VDP national. Le rapport sur les VDP se réfère donc largement à l'activité des Koglwéogo. Compte tenu des différentes sources de pouvoir et de légitimité (pouvoir traditionnel et local contre pouvoir de l'État), il est cependant nécessaire de maintenir la distinction car elle a des implications importantes pour l'analyse et les réponses politiques.
- 111 Adeline Mills et Islamic Relief Worldwide, *Context and protection analysis of central and northern Mali*, Islamic Relief et Save the Children International, 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ContextAndProtectionAnalysis.pdf>.
- 112 Célian Macé, *L'Etat islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières*, *Libération*, 12 décembre 2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935/.
- 113 Voir International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 114 Ibid.
- 115 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 116 Reuters, *Burkina Faso declares two days of mourning after 41 militia members killed*, 26 décembre 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/dec/26/burkina-faso-declares-two-days-of-mourning-after-41-militia-members-killed>.
- 117 L'expression « entrepreneur violent » remonte aux descriptions de la mafia sicilienne et a été utilisée pour décrire les activités de divers groupes, y compris des groupes terroristes et des groupes criminels organisés dans plusieurs pays, dont la Russie et l'Afrique du Sud. Voir Vadim Volkov, *Who is strong when the state is weak: Violent entrepreneurs in post-communist Russia*, novembre 1998, <https://web.stanford.edu/group/Russia20/volumepdf/Volkov.pdf> ; Mark Shaw et Prem Mahadevan, *When terrorism and organized crime meet*, GI-TOC, octobre 2018, <https://globalinitiative.net/analysis/when-terrorism-and-organized-crime-meet/>.
- 118 Voir International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 119 Entretien avec un orpailleur, Boundiali, février 2022.
- 120 International Crisis Group, Burkina Faso : sortir de la spirale de la violence, février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 121 Voir, par exemple : Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 122 Anna Schmauder et Annabelle Willeme, *The volunteers for the defence of the homeland*, *Clingendael Magazine*, 9 mars 2021, https://www.clingendael.org/publication/volontaires-defense-homeland#_ftn1.
- 123 Entretien avec un membre peul des Koglwéogo, Houndé, mars 2022.
- 124 International Crisis Group, *Murder in Tillabery: Calming Niger's emerging communal crisis*, 28 mai 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/b172-murder-tillabery-calming-nigers-emerging-communal-crisis>.
- 125 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 126 Entretien avec un orpailleur, Boundiali, février 2022.
- 127 Entretiens avec des chercheurs d'or, Tortiya et Sissengue (Tengrela), février 2022.
- 128 Entretiens avec des chercheurs d'or, Tortiya et Sissengue (Tengrela), février 2022.
- 129 Le 28 mars 2011, les Forces Armées des Forces Nouvelles, créées le même mois par le Président Alassane Ouattara, soutenues par des forces auxiliaires composées notamment de Dozos, ont par exemple lancé une offensive générale dans l'ouest du pays et pris le contrôle de la quasi-totalité de la partie du pays qui était encore aux mains des partisans de Laurent Gbagbo. Amnesty International rapporte que dans les trois jours qui ont suivi, les forces armées des Forces Nouvelles accompagnées des Dozos ont pris le contrôle total de Duékoué et, dans les heures et les jours qui ont suivi, des centaines de personnes appartenant à l'ethnie Guéré ont été tuées délibérément et systématiquement en raison de leur appartenance à cette ethnie particulière. La Division des droits de l'homme de l'ONU a indiqué que 330 personnes avaient été tuées entre le 28 et le 30 mars 2011 à Duékoué et que « la plupart des 330 personnes tuées avaient été exécutées par des Dozos (chasseurs traditionnels) combattant aux côtés des [Forces armées des Forces Nouvelles] ». Voir Amnesty International,

- « Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu » : *Retour sur six mois de violences post-électorales en Côte d'Ivoire*, 2011, <https://www.amnesty.org/en/documents/afr31/002/2011/en/>.
- 130 Entretiens avec des orpailleurs, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 131 Depuis la fin de la crise ivoirienne, les Dozos bénéficient d'une reconnaissance de la part des autorités étatiques et se sentent intouchables et protégés. Cela a conduit à l'émergence de personnes se disant être des Dozos. Ces fraudeurs créent des associations ou des groupes et font croire à leurs membres que les autorités de l'État les ont autorisés à créer et gérer des sociétés d'intervention rapide et de sécurité au profit des Dozos. Ils perçoivent des frais d'adhésion et bénéficient de cartes de membre.
- 132 Entretiens avec des orpailleurs et des chercheurs du secteur aurifère, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 133 Voir International Crisis Group, *Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 134 GI-TOC, *Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest*, Bulletin de risque n° 1, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/WEA-Obs-RB1-GITOC-GITOC.pdf>.
- 135 Cristiano Lanzano, Sabine Luning et Alizèta Ouèdraogo, *Insecurity In Burkina Faso - beyond conflict minerals: The complex links between artisanal gold mining and violence*, The Nordic Africa Institute, septembre 2021, <http://nai.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1595344&dsid=663>.
- 136 International Crisis Group, *Burkina Faso : sortir de la spirale de la violence*, février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 137 Ibid.
- 138 Roberto Sollazzo, *L'or à la croisée des chemins: Étude d'évaluation des chaînes d'approvisionnement en or produit au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, OCDE, 2018, <https://mneguidelines.oecd.org/Evaluation-des-chaines-approvisionnement-en-or-produit-au-Burkina-Faso-Mali-Niger.pdf>.
- 139 International Crisis Group, *Burkina Faso : sortir de la spirale de la violence*, février 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences>.
- 140 Ibid.
- 141 *Insecurity in south-western Burkina Faso in the context of an expanding insurgency*, ACLED, 17 janvier 2019, <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/insecuritysouthwestern-burkina-faso-context-expanding-insurgency> ; Agence France Presse, *Three Burkina troops killed in attack near Ivorian border*, 26 octobre 2021, <https://www.barrons.com/amp/news/three-burkina-troop>.
- 142 Fritz Brugger et Jessica Zanetti, 'In my village, everyone uses the tractor': *Gold mining, agriculture and social transformation in rural Burkina*, *The Extractive Industries and Society*, 7, 3 ; McKinsey Global Institute, *How will African farmers adjust to changing patterns of precipitation?*, mai 2020 ; Felix Op de Hipt, Bernd Dieckrüger, Gero Steup et al., *Modelling the impact of climate change on water resources and soil erosion in tropical catchment in Burkina Faso West Africa*, *CATENA*, 163, 63-77.
- 143 Entretiens avec des orpailleurs, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 144 GI-TOC, *Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest*, Bulletin de risque 1, septembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-1/> ; Konrad Adenauer Stiftung, *North of the countries of the Gulf of Guinea: The new frontier for jihadist groups?*, juillet 2021 ; <https://www.kas.de/documents/261825/13432629/North+of+the+countries+of+the+Gulf+of+Guinea+-+The+new+frontier+for+jihadist+groups.pdf/97cbceda-85c1-33fc-45fd-50f8ddaaa0ab?version=1.2&t=1625138447487> ; Al Jazeera, *Ivory Coast creates northern military zone after deadly attack*, 14 July 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/14/ivory-coast-creates-northern-military-zone-after-deadly-attack>.
- 145 Konrad Adenauer Stiftung, *Nord des pays du Golfe de Guinée: The new frontier for jihadist groups?*, 2021, <https://www.kas.de/documents/261825/13432629/North+of+the+countries+of+the+Gulf+of+Guinea+-+The+new+frontier+for+jihadist+groups.pdf/97cbceda-85c1-33fc-45fd-50f8ddaaa0ab?version=1.2&t=1625138447487>.
- 146 Héni Nsaibia et Jules Duhamel, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*, ACLED, 17 juin 2021, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
- 147 Ibid.
- 148 Ibid.
- 149 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle*, Small Arms Survey, juin 2017, <https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/Chad-tubu-state-statelessness.pdf>.
- 150 Ibid.
- 151 Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, *The human conveyor belt broken: Assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel*, GI-TOC, mars 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf.
- 152 *The situation in Central Africa and the activities of the United National Regional Office for Central Africa*, 1er décembre 2020, S/2020/1154, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2020_1154.pdf.

- 153 Alexandre Bish, *Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel*, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel/>.
- 154 Ibid.
- 155 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 156 Agence France Presse, *Clashes between Chad gold miners leave 100 dead*, BBC, 30 mai 2022, <https://www.bbc.com/news/world-africa-61633026>.
- 157 Alexandre Bishe, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf.
- 158 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 159 Alexandre Bish, *Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel*, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel/>.
- 160 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, GI-TOC, novembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-002/fr/index.html>. Le basculement vers les itinéraires passant par le Tchad a coïncidé avec l'augmentation des mesures efficaces de lutte contre le trafic de migrants au Niger et au Soudan à partir de 2015. Voir Sasha Jespersen, Rune Henriksen, Riccardo Pravettoni et Christian Nellemann, *Illicit flows fuelling conflict in the tri-border: artisanal gold mining in Sudan, Chad and Libya*, RHIPTO, juin 2021, https://xcept-research.org/wp-content/uploads/2021/07/655326_d804ca366a9e4aa9a2c17f4d2f531244-1.pdf.
- 161 Alice Fereday, *Chad: Political crisis significantly disrupts human smuggling*, GI-TOC, juin 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/Human-smuggling-and-trafficking-ecosystems-CHAD.pdf>.
- 162 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle*, Small Arms Survey, juin 2017, <https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/Chad-tubu-state-statelessness.pdf>.
- 163 Sasha Jespersen, Rune Henriksen, Riccardo Pravettoni et Christian Nellemann, *Illicit flows fuelling conflict in the tri-border: artisanal gold mining in Sudan, Chad and Libya*, RHIPTO, juin 2021, https://xcept-research.org/wp-content/uploads/2021/07/655326_d804ca366a9e4aa9a2c17f4d2f531244-1.pdf.
- 164 ONU, base de données Comtrade ONU, <https://comtrade.un.org/data/>.
- 165 Alexandre Bishe, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf.
- 166 Marcena Hunter, *Curbing illicit mercury and gold flows in West Africa: Options for a regional approach*, UNIDO, novembre 2018, <https://www.unido.org/sites/default/files/files/2018-11/UNIDO%20ECOWAS.pdf>.
- 167 Entretien avec le président de la fédération des orpailleurs, Kangaba, décembre 2021.
- 168 Entretiens avec des mineurs et des négociants en or, Conakry et Bamako, juin 2022 ; entretiens à distance avec des informateurs, Siguir, juin 2022.
- 169 Groupe de discussion avec des orpailleurs à l'UCROM, Bamako, décembre 2021.
- 170 Entretien avec un agent de sécurité de l'aéroport de Bamako, janvier 2022.
- 171 Entretien avec le président de la fédération des acheteurs d'or de Kidal, Bamako, janvier 2021 ; Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC, février 2022, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/02/Whose-crime-is-it-anyway-web.pdf>.
- 172 Entretien avec des personnes impliquées dans le secteur minier de Kidal, Bamako, décembre 2021.
- 173 Entretiens avec un négociant en or et une personne impliquée dans le secteur minier de Kidal, Bamako, décembre 2021.
- 174 Entretiens avec des mineurs et des revendeurs d'or à Bamako et Conakry, décembre 2021 et juin 2022.
- 175 Entretien avec un acheteur d'or malien, Bamako, janvier 2021.
- 176 Entretiens avec des mineurs et des négociants en or, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 177 Entretien avec un acheteur d'or, Bamako, janvier 2022 ; entretien avec des mineurs et des acheteurs d'or, Sissengue (Tengrela), février 2022.
- 178 Les commandants de zone des FN ont tiré un profit direct de plusieurs activités économiques, notamment l'exploitation de l'or, dans les zones qu'ils contrôlaient, y compris après la fin de la crise politique en 2011. Parmi eux, Issiaka Ouattara, alias « Wattao », qui contrôlait la plupart des mines des districts de Bouna et Doropo, ainsi que les routes de la contrebande. Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire conformément au paragraphe 27 de la résolution 2153 (2014) du Conseil de sécurité, S/2015/253, 13 avril 2015 ; Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire conformément au paragraphe 27 de la résolution 2219 (2015) du Conseil de sécurité, S/2016/254, 17 mars 2016.
- 179 International Crisis Group, *Sud-ouest du Niger: prévenir un nouveau front insurrectionnel*, 29 avril 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/niger/301-sud-ouest-du-niger-prevenir-un-nouveau-front-insurrectionne>, p.4.

- 180 International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central> ; Baba Ahmed, *Gold panning in northern Mali may be benefiting extremists*, AP news, 14 février 2020, <https://apnews.com/article/mali-bamako-africa-economy-international-news-972750896397e5cdc32cfb9d42929934>.
- 181 Entretiens avec des mineurs, des acheteurs d'or et des chercheurs, nord de la Côte d'Ivoire, février 2022.
- 182 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 183 Marcena Hunter, *Pulling at golden webs*, ENACT, avril 2019, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-04-24-pulling-the-golden-webs-research-paper.pdf>.
- 184 Médecins Sans Frontières, Quatre choses à savoir sur la crise au Burkina Faso, 28 janvier 2022, <https://www.msf.org/four-things-know-about-crisis-burkina-faso>.
- 185 Entretiens avec des mineurs, des négociants en or et des responsables locaux, Ougahyougya, décembre 2021.
- 186 Entretiens avec les autorités locales, Ougahyougya, décembre 2021.
- 187 Entretien avec un mineur chercheur d'or, Tortiya, février 2022.
- 188 Entretiens avec des mineurs, des négociants en or et des responsables locaux, Ougahyougya, décembre 2021.
- 189 Voir International Crisis Group, Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-ruée-vers-lor-au-sahel-central>.
- 190 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Tubu trouble: State and statelessness in the Chad-Sudan-Libya triangle*, Small Arms Survey, juin 2017, <https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/Chad-tubu-state-statelessness.pdf>.
- 191 GI-TOC, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque n° 2, novembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/weaobs-risk-bulletin-2/>.
- 192 Les recommandations présentées ici s'inspirent de ces orientations politiques : Marcena Hunter, *Combating illicit gold markets in Eastern and Southern Africa*, GI-TOC, à paraître.
- 193 De forts parallèles peuvent être établis avec l'Afghanistan et le partenariat avec les seigneurs de guerre locaux pour évincer les Talibans. Bien qu'il s'agisse d'une stratégie efficace à court terme, les partenariats et le fait (tant pour l'État afghan que pour les partenaires internationaux) de fermer les yeux sur leur implication dans le crime organisé ont fini par miner la gouvernance et la stabilité en Afghanistan. Ces fondations fragiles, qui résultent de niveaux élevés de fragilité, peuvent être liées à la récente prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans en août 2021. Voir Mark Shaw et Marcena Hunter, *Illicit economies in Afghanistan and Pakistan: Shifting political economies and regional dynamics*, RUSI, octobre 2021, <https://illicitflows.eu/illegal-economies-in-afghanistan-and-pakistan-shifting-political-economies-and-regional-dynamics/>.
- 194 *Burkina Faso - Current critical security issues*, Geneva Centre for Security and Governance, juillet 2021, <https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Case-Studies/Burkina-Faso-Current-Critical-Security-Issues>.
- 195 Angela Jorns et Rosanna Tufo, « *Lean in* » *due diligence in value chains - How to move towards meaningful impact*», Levin Sources, 6 décembre 2021, <https://www.levinsources.com/knowledge-centre/insights/due-diligence-value-chains-impact>.



GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau international de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Soutenu par



Federal Foreign Office